

3. Économie



3. Économie

3. Économie

3.1. Produit Intérieur Brut (PIB)

3.1.1. Évolution du PIB.....	50
3.1.2. PIB par grand secteur d'activité (GSA).....	51

3.2. Emploi

3.2.1. Secteur public	53
3.2.2. Secteur privé	56

3.3. Chiffre d'affaires

3.3.1. Évolution du chiffre d'affaires	61
3.3.2. Chiffre d'affaires par GSA	61
3.3.3. Chiffre d'affaires et nombre d'emplois selon les GSA en 2016.....	62

3.4. Finances publiques

3.4.1. Budget de l'État	63
3.4.2. Recettes de l'État.....	64
3.4.3. Dépenses de l'État.....	65
3.4.4. Fonds de Réserve Constitutionnel (FRC)	66
3.4.5. Évolution de l'Aide Publique au Développement (APD)	67
3.4.6. Monopoles exploités par l'État	69
3.4.7. Monopoles concédés par l'État	71
3.4.8. Postes	72
3.4.9. Évolution des traitements de la Fonction publique	74

3.5. Activités financières

3.5.1. Établissements financiers	75
3.5.2. Évolution des dépôts, titres et crédits.....	75

3.6. Agents économiques

3.6.1. Créations et radiations d'activité par GSA	76
3.6.2. Entités en activité au Répertoire du Commerce et de l'Industrie (RCI).....	76
3.6.3. Gouvernance d'entreprises	77
3.6.4. Propriété intellectuelle	78

3.7. Focus sectoriels

3.7.1. Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien.....	79
3.7.2. Commerce de détail.....	81
3.7.3. Commerce de gros	83
3.7.4. Hébergement et restauration	85
3.7.5. Industries manufacturières, extractives et autres	87

3.8. Marché de l'immobilier

3.8.1. Mutations immobilières	89
3.8.2. Comparatif entre les ventes et les reventes d'appartements.....	90
3.8.3. Ventes immobilières	91
3.8.4. Reventes immobilières.....	92
3.8.5. Prix moyen	93
3.8.6. Reventes immobilières par quartier.....	94

3.9. Tourisme

3.9.1. Secteur hôtelier	95
3.9.2. Tourisme d'affaires	98
3.9.3. Classement des restaurants.....	99
3.9.4. Croisières	99

3.10. Commerce Extérieur

3.10.1. Échanges commerciaux.....	101
3.10.2. Échanges commerciaux par types de produits (A17).....	102
3.10.3. Balance commerciale	103
3.10.4. Échanges commerciaux par zone géographique	104
3.10.5. Échanges commerciaux par pays.....	105
3.10.6. Convention de Washington- Espèces CITES.....	105

3. Économie

Introduction

Les statistiques sectorielles de l'économie monégasque sont étudiées suivant le découpage en grands secteurs d'activité défini par l'IMSEE suite à l'adoption de la Nomenclature d'Activités Française (NAF rév. 2, 2008) au 1^{er} janvier 2012. Dans le but d'être au plus proche de la réalité du tissu économique monégasque, douze grands secteurs d'activité, qui forment une agrégation des 88 divisions (niveau 2) de la NAF rév. 2, 2008 ont été retenus :

- Activités financières et d'assurance
- Commerce de gros
- Commerce de détail
- Hébergement et restauration
- Industries manufacturières, extractives et autres
- Activités immobilières
- Construction
- Transport et entreposage
- Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien
- Autres activités de services
- Information et communication
- Administration, enseignement, santé et action sociale

Définitions

Activités financières et d'assurance : Ce secteur comprend les activités des services financiers, y compris les activités d'assurance, de réassurance comme par exemple les banques, la gestion de portefeuilles et de fonds, les agences d'assurance ainsi que les caisses de retraite (Divisions NAF 64 à 66) ;

Commerce de gros : Ce secteur regroupe l'ensemble des activités d'achat et/ou vente des biens et des services exclusivement à d'autres entreprises ou acheteurs professionnels. Ce grand secteur comprend le commerce de gros pour compte propre ou pour le compte de tiers (intermédiaires du commerce) et concerne les activités de commerce intérieur ou le commerce de gros international (importation/exportation) (Division NAF 46) ;

Commerce de détail : Ce secteur comprend la revente (vente sans transformation) au public de biens neufs ou d'occasion. En Principauté, le commerce et la réparation d'automobiles et de motocycles sont inclus dans le commerce de détail (Divisions NAF 45 et 47) ;

Hébergement et restauration : Ce secteur comprend la mise à disposition de lieux d'hébergement pour des séjours de courte durée pour des visiteurs ou d'autres voyageurs ainsi que les activités consistant à fournir des repas complets ou des boissons pour consommation immédiate comme par exemple les hôtels, les restaurants (traditionnels ou proposant des plats à emporter) et les bars (Divisions NAF 55 et 56) ;

Industries manufacturières, extractives et autres : Ce secteur regroupe l'ensemble des activités tournées vers la production en série de biens grâce à la transformation des matières premières ou de matières ayant déjà subi une ou plusieurs transformations et à l'exploitation des sources d'énergie. Ce grand secteur comprend également l'agriculture, la production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau, l'assainissement ainsi que l'artisanat (Divisions NAF 01 à 39) ;

Activités immobilières : Ce secteur comprend les activités de bailleurs, d'agents et/ou de courtiers dans l'un ou plusieurs des domaines suivants : vente ou achat de biens immobiliers, location de biens immobiliers, prestation d'autres services liés à l'immobilier tels que l'évaluation de biens immobiliers ou l'activité d'agent fiduciaire en immobilier. Est également compris la promotion immobilière en vue d'une exploitation propre (Division NAF 68) ;

Construction : Ce secteur comprend les activités de construction générale et de construction spécialisée pour les bâtiments et le génie civil (chantiers de construction neuve, les rénovations, les réparations, les extensions et les transformations et le montage de bâtiments préfabriqués). Ce grand secteur comprend également les activités de promotion immobilière dès lors qu'elles réunissent les moyens financiers, techniques et humains nécessaires à la réalisation de projets immobiliers destinés ultérieurement à la vente (Divisions NAF 41 à 43) ;

Transport et entreposage : Ce secteur regroupe les activités liées au transport, régulier ou non, de passagers et de marchandises, par rail, par route, par conduites, par eau ou par air et les activités connexes, telles que l'exploitation des infrastructures de transport, la manutention du fret, l'entreposage, etc. Ce grand secteur inclut également la location de matériel de transport avec chauffeur ou pilote, ainsi que les activités de poste et de courrier (en dehors des activités couvertes par le monopole postal, La Poste Monaco étant rattachée à la France) (Divisions NAF 49 à 53) ;

Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien : Ce secteur comprend l'ensemble des activités professionnelles, scientifiques et techniques spécialisées nécessitant un niveau de formation élevé et apportant des connaissances et compétences spécialisées aux utilisateurs, ainsi que l'ensemble des diverses activités de soutien aux activités générales des entreprises comme par exemple les experts comptables, les notaires, les architectes, les agences de voyage, les agences d'intérim, etc... (Divisions NAF 69 à 82) ;

Autres activités de services : Ce secteur regroupe les activités destinées à répondre aux intérêts du grand public en matière de culture, de divertissement et de loisirs, y compris les spectacles et l'exploitation de musées, de salles de jeux, d'équipements sportifs et récréatifs ainsi que les activités des organisations associatives, la réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques ainsi que diverses activités de services personnels non classées ailleurs (pressings, coiffeurs, instituts de beauté par exemple) (Divisions NAF 90 à 99) ;

Information et communication : Ce secteur comprend la production et la distribution de produits d'information et de produits culturels, la mise à disposition de moyens permettant de transmettre ou de distribuer ces produits, ainsi que les données ou les communications. Il comprend également les activités liées aux technologies informatiques, les services de traitement des données et d'autres services d'information (Divisions NAF 58 à 63) ;

Administration, enseignement, santé et action sociale : Ce secteur regroupe les activités de nature gouvernementale, l'enseignement à tous les niveaux et pour toutes les disciplines (comprenant l'enseignement pour adultes), les activités de soins assurées par des professionnels de la santé dans des établissements hospitaliers et d'autres structures médicales ainsi que la prestation de divers services d'action sociale (Divisions NAF 84 à 88).

3. Économie

3.1. Produit Intérieur Brut (PIB)

3.1.1. Évolution du PIB

Le PIB monégasque pour l'année 2015 s'élève à 5,64 milliards d'euros contre 4,32 milliards en 2014. Le taux de croissance, calculé sur le PIB corrigé de l'effet inflation, est de +5,4 %.

► Évolution du PIB en valeur et en volume

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
PIB en valeur en millions d'euros	3 379,7	3 653,1	4 287,4	4 421,5	3 924,9	4 048,8	4 374,2	4 469,8	4 936,0	5 321,3	5 643,0
Indice des prix⁽¹⁾	92,1	94,1	96,5	98,8	98,9	100,0	100,9	102,1	102,9	103,4	104,1
PIB en volume en millions d'euros	3 668,2	3 881,0	4 441,1	4 473,6	3 967,3	4 048,8	4 333,3	4 377,4	4 796,6	5 143,9	5 420,3
Évolution en volume	-	5,8%	14,4%	0,7%	-11,3%	2,1%	7,0%	1,0%	9,6%	7,2%	5,4%

Source : IMSEE

Après le tassement constaté en 2009, le PIB poursuit sa croissance même si celle-ci a tendance à s'infléchir.

Toutes les composantes du PIB, hormis les subventions, ont participé positivement au résultat.

Depuis trois années, c'est l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) des entreprises qui connaît la plus forte progression. En net recul en 2009, suite à la crise financière internationale, il n'a retrouvé son niveau d'avant crise qu'en 2013. Il connaît depuis trois ans une forte augmentation (+15 % en 2013, +9 % en 2014 et +11 % en 2015). Il dépasse les 2,45 milliards et représente plus de 42 % de la richesse créée.

L'emploi privé a connu fin 2015 un léger recul. Malgré la hausse de l'emploi public, on dénombre 283 salariés de moins au mois de décembre. Toutefois, la masse salariale reste en progression (+1,7 %). Elle représente près de la moitié du PIB (46 %), cela correspond à la redistribution sous forme de salaires et cotisations de la richesse annuellement créée.

Les impôts versés sur les produits continuent de progresser (+6 %). Ils contribuent à hauteur de 12 % à la richesse produite (hors subventions). Cette hausse est principalement due à la TVA immobilière qui a augmenté de 18 %.

Le montant des subventions augmente (+3,1 %) mais moins qu'en 2014 (+10,1 %).

► Évolution du PIB « per capita »

	2013	2014	2015
PIB en millions d'euros courants	4 936,0	5 321,3	5 643,0
Population totale retenue	78 885	80 918	81 331
PIB "per capita" en euros courants	62 572	65 761	69 383
Indice des prix	102,9	103,4	104,1
PIB "per capita" en euros constants	60 805	63 569	66 644
Évolution en volume	-	4,5%	4,8%

Source : IMSEE

La population de référence retenue pour le calcul du PIB « per capita » comprend deux composantes : la population résidente et celle salariée non-résidente présente sur le territoire économique.

► Évolution du PIB « par salarié »

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
PIB en millions d'euros courants	3 379,7	3 653,1	4 287,4	4 421,5	3 924,9	4 048,8	4 374,2	4 469,8	4 936,0	5 321,3	5 643,0
Population salariée	44 209	45 636	47 165	48 695	48 334	49 276	48 697	49 609	50 835	52 239	51 956
PIB par salarié en euros courants	76 448	80 048	90 903	90 800	81 203	82 166	89 825	90 101	97 098	101 864	108 611
Indice des prix	92,1	94,1	96,5	98,8	98,9	100,0	100,9	102,1	102,9	103,4	104,1
PIB par salarié en euros constants	82 974	85 043	94 162	91 869	82 080	82 166	88 985	88 237	94 357	98 468	104 324
Évolution en volume	-	2,5%	10,7%	-2,4%	-10,7%	0,1%	8,3%	-0,8%	6,9%	4,4%	5,9%

Source : IMSEE

Le PIB par salarié s'élève à 108 611 euros. Il augmente de +5,9 % en volume.

⁽¹⁾ Source : INSEE

3. Économie

3.1. Produit Intérieur Brut (PIB)

3.1.2. PIB par grand secteur d'activité (GSA)

Les performances économiques sectorielles font apparaître de grandes disparités selon l'activité.

► Évolution du PIB en valeur selon les GSA

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Var 14-15	Poids
Activités financières et d'assurance	693,5	722,7	750,5	822,0	897,4	948,8	5,7%	16,8%
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	607,9	693,5	771,3	826,3	835,5	841,3	0,7%	14,9%
Construction	286,4	290,6	325,3	381,6	415,5	718,6	73,0%	12,7%
Commerce de gros	455,5	455,9	372,7	414,3	483,9	541,8	12,0%	9,6%
Activités immobilières	271,9	360,9	339,3	415,5	540,5	489,8	-9,4%	8,7%
Administration, enseignement, santé et action sociale	327,7	348,9	349,6	392,4	409,6	404,1	-1,4%	7,2%
Hébergement et restauration	287,7	304,6	321,1	360,0	347,0	374,4	7,9%	6,6%
Commerce de détail	305,5	311,9	311,3	346,3	355,8	333,8	-6,2%	5,9%
Industries manufacturières, extractives et autres	236,8	270,4	252,6	308,5	256,6	274,1	6,8%	4,9%
Autres activités de service	186,8	181,9	252,6	231,3	343,3	266,5	-22,4%	4,7%
Information et communication	252,4	272,0	255,3	242,5	244,2	250,3	2,5%	4,4%
Transport et entreposage	136,6	160,9	168,2	195,2	192,1	199,4	3,8%	3,5%
PIB	4 048,8	4 374,2	4 469,8	4 936,0	5 321,3	5 643,0	6,0%	100%

Source : IMSEE

Unité : million d'euros

Un tiers du PIB monégasque est produit par 2 secteurs :

- Activités financières et d'assurance (16,8 %) ;
- Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien (14,9 %).

La Construction, bénéficiant d'opérations de promotions immobilières, enregistre une croissance exceptionnelle (+73 %). Ce secteur devient le troisième contributeur au PIB.

A l'opposé, ce sont les Autres activités de services qui enregistrent la plus forte baisse (-22,4 %) dans un secteur qui par nature est soumis à de fortes variations annuelles selon les résultats volatiles des entreprises qui le constituent.

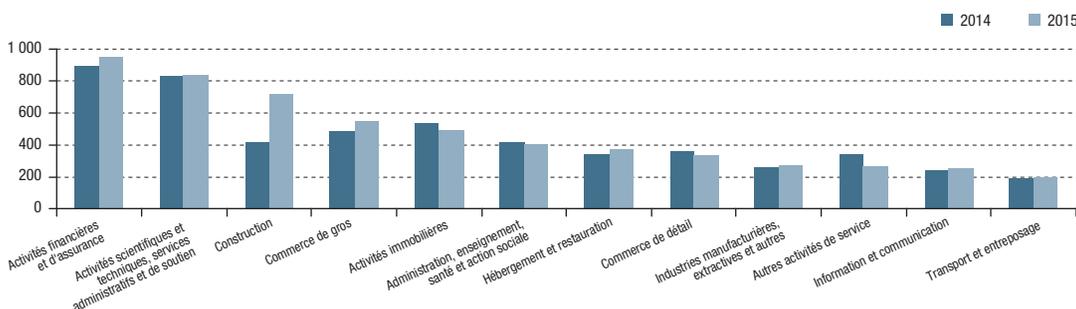
Les Activités immobilières n'ont pas eu les résultats exceptionnels de 2014. Ce secteur recule de près de 10 % en 2015. Toutefois, le PIB immobilier progresse de 18 % entre 2013 et 2015.

Le PIB du Commerce de détail est en repli (-6,2 %) pour la première fois depuis 2012. Le PIB de ce secteur avait baissé de -0,2 % entre 2011 et 2012. Les bons résultats du secteur automobile n'ont pu limiter le recul du commerce traditionnel.

L'Industrie connaît également une évolution positive (+6,8 %) mais reste en deçà des résultats obtenus en 2013 grâce aux opérations exceptionnelles d'un seul intervenant. Les évolutions règlementaires concernant les règles d'auto-liquidation de la TVA dans le secteur de l'énergie sont désormais sans impact.

Le Commerce de gros connaît une croissance de 12 % de son PIB sectoriel grâce aux bons résultats des Autres intermédiaires du commerce en combustibles, métaux, minéraux et produits chimiques.

► Évolution du PIB en valeur



Source : IMSEE

Unité : million d'euros

3. Économie

3.2. Emploi

Les données de l'emploi proviennent de deux sources différentes : la Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique (DRHFFP) pour le secteur public et les Caisses Sociales de Monaco (CSM) pour le secteur privé.

La partie 3.2.1. porte sur les **effectifs de la Fonction publique** et la partie 3.2.2. sur **l'emploi du secteur privé** (les travailleurs indépendants ne sont pas comptabilisés dans ces données). On distingue dans ce dernier deux unités distinctes : les salariés poids et les emplois.

Les établissements publics sont présentés à la fois dans les secteurs public et privé. En effet, les salariés des établissements publics cotisent aux CSM et sont donc comptabilisés dans le secteur privé. Toutefois, il faut aussi prendre en compte les Fonctionnaires nommés au sein des établissements publics (au nombre de 8 au 31 décembre 2016), qui pour leur part sont intégrés au secteur public.

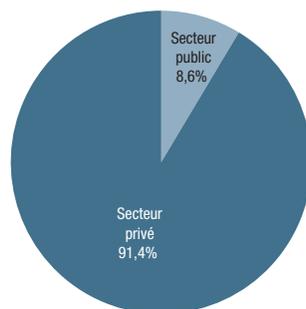
Les établissements publics comprennent : le Centre Scientifique de Monaco, le Nouveau Musée National de Monaco, le Centre Hospitalier Princesse Grace (incluant les Résidences A Quietudine et du Cap Fleuri, ainsi que le Centre Rainier III) et la Fondation Prince Pierre⁽¹⁾.

Sauf mention contraire, les données sont arrêtées à décembre 2016.

➤ Évolution des effectifs selon le secteur

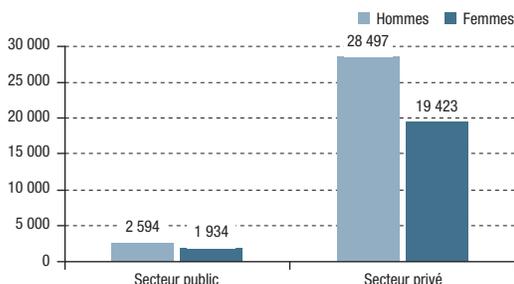
	2013	2014	2015	2016
Secteur public	4 235	4 336	4 452	4 528
Secteur privé	46 600	47 903	47 504	47 919
dont établissements publics	2 369	2 423	2 466	2 500
Total	50 835	52 239	51 956	52 447

Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, Caisses Sociales de Monaco



Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, Caisses Sociales de Monaco

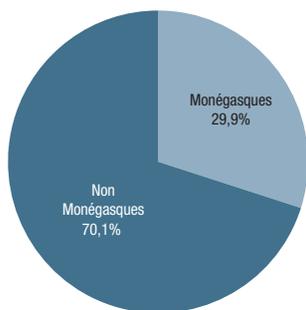
➤ Répartition des effectifs selon le secteur et le sexe



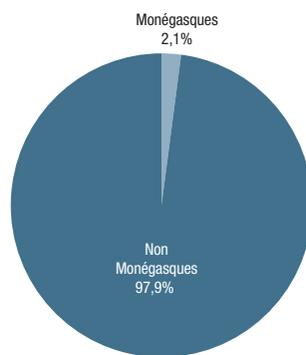
Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, Caisses Sociales de Monaco

➤ Répartition des effectifs du secteur privé selon la nationalité

➤ Répartition des effectifs du secteur public selon la nationalité



Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, Caisses Sociales de Monaco



Sources : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique, Caisses Sociales de Monaco

⁽¹⁾ Uniquement pour les données 2012, l'établissement public ayant été dissout par la Loi n° 1.396 du 13 décembre 2012 au profit de l'association «Fondation Prince Pierre de Monaco.»

Définitions

Salarié poids : La notion de «salarié poids» a été introduite depuis 2012 par les CSM : il s'agit de la représentation d'un salarié sous la forme d'un poids correspondant au prorata des heures effectuées chez ses différents employeurs. Dorénavant, toutes les données publiées sur le nombre de salariés seront calculées en «salarié poids».

Emploi : Un emploi correspond au couple salarié/employeur. Un emploi actif est un emploi pour lequel il aura été déclaré au moins une heure de travail ou un salaire non nul dans la période analysée.

3. Économie

3.2. Emploi

3.2.1. Secteur public

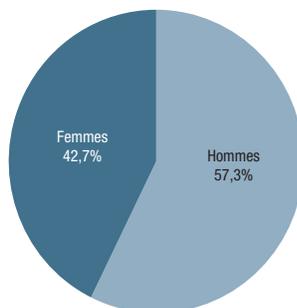
Caractéristiques des effectifs

► Évolution du nombre de salariés du secteur public selon le sexe

	2013	2014	2015	2016	Évolution 2015-16
Hommes	2 480	2 511	2 557	2 594	1,4%
Femmes	1 755	1 825	1 895	1 934	2,1%
Total	4 235	4 336	4 452	4 528	1,7%

Source : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique

► Répartition des salariés selon le sexe en 2016



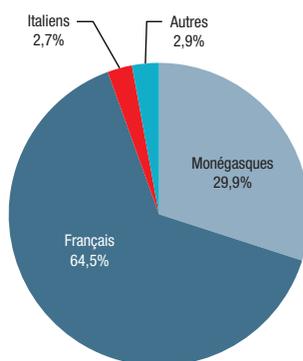
Source : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique

► Évolution du nombre de salariés du secteur public selon la nationalité

	2013	2014	2015	2016	Évolution 2015-16
Monégasques	1 286	1 310	1 342	1 356	1,0%
Français	2 704	2 774	2 852	2 921	2,4%
Italiens	117	121	123	120	-2,4%
Autres	128	131	135	131	-3,0%
Total	4 235	4 336	4 452	4 528	1,7%

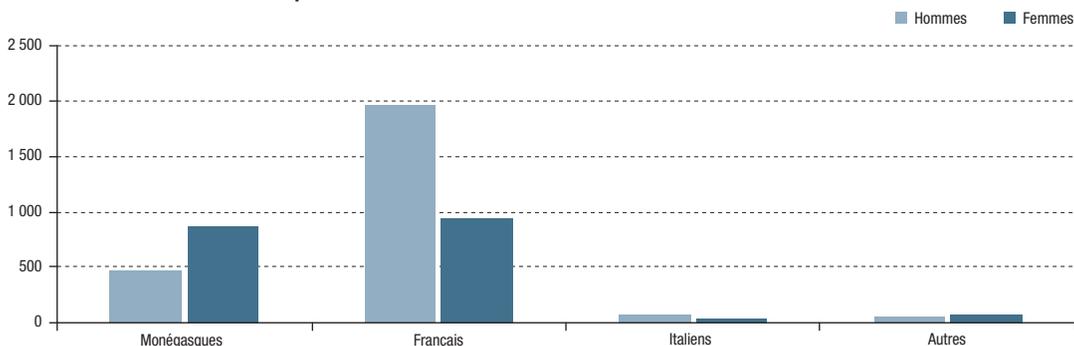
Source : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique

► Répartition des salariés selon la nationalité en 2016



Source : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique

► Nombre de salariés du secteur public selon le sexe et la nationalité



Source : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique

3. Économie

3.2. Emploi

3.2.1. Secteur public

► Évolution du nombre de salariés du secteur public selon le lieu de résidence

Origine géographique	2013	2014	2015	2016	Évolution 2015-16
Monaco	2 180	2 212	2 247	2 275	1,2%
France	2 037	2 104	2 186	2 236	2,3%
Communes limitrophes (CL) ⁽¹⁾	921	960	998	1 002	0,4%
Alpes-Maritimes hors communes limitrophes	1 105	1 134	1 173	1 222	4,2%
Hors Alpes-Maritimes	11	10	15	12	-20,0%
Italie	17	18	18	15	-16,7%
Autres	1	2	1	2	100,0%
Total	4 235	4 336	4 452	4 528	1,7%

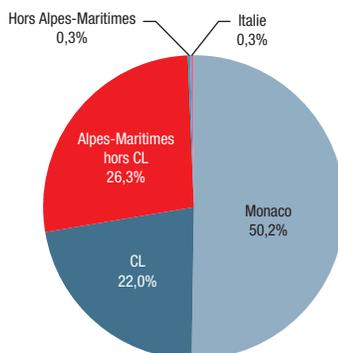
Source : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique

► Nombre de salariés selon la commune de résidence

	2016
Monaco	2 275
Nice	461
Beausoleil	329
Cap d'Ail	309
Menton	299
Roquebrune-Cap-Martin	271
La Turbie	93
Eze	56
La Trinité	31
Villefranche-sur-mer	28

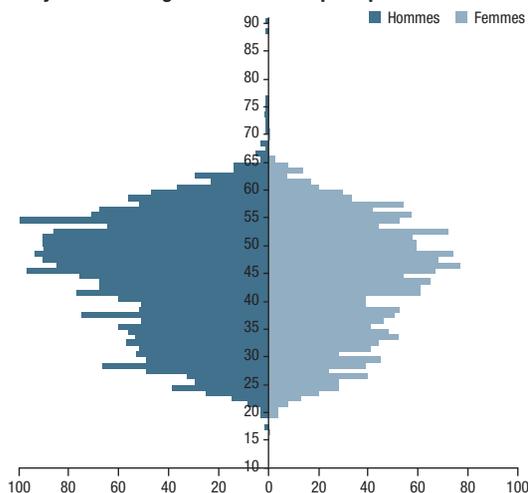
Source : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique

► Répartition des salariés selon le lieu de résidence en 2016



Source : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique

► Pyramide des âges de la Fonction publique en 2016



Source : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique

⁽¹⁾ Communes limitrophes : Beausoleil, Cap d'Ail, La Turbie et Roquebrune-Cap-Martin.

3. Économie

3.2. Emploi

3.2.1. Secteur public

Effectifs selon le rattachement administratif

► Effectifs selon le rattachement administratif

	2013	2014	2015	2016
Palais Princier	185	191	190	190
Commissions, Assemblées et Corps constitués	55	58	62	59
Administration Gouvernementale	3 225	3 280	3 384	3 458
<i>Ministère d'État</i>	212	224	236	246
<i>Département de l'Intérieur</i>	1 778	1 801	1 832	1 873
<i>Département des Finances et de l'Économie</i>	283	284	291	295
<i>Département des Affaires Sociales et de la Santé</i>	164	175	214	234
<i>Département de l'Équipement, de l'Environnement et de l'Urbanisme</i>	697	706	718	720
<i>Département des Relations Extérieures et de la Coopération</i>	91	90	93	90
Direction des Services Judiciaires	132	134	138	140
Commune	629	664	669	673
Fonctionnaires nommés au sein des établissements publics	9	9	9	8
Total	4 235	4 336	4 452	4 528

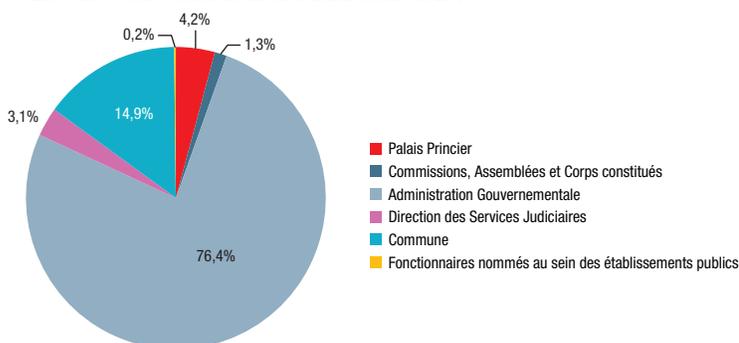
Source : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique

► Effectifs selon le rattachement administratif, la nationalité et le sexe en 2016

	Hommes	Femmes	Monégasques	Non Monégasques	Total
Palais Princier	132	58	21	169	190
Commissions, Assemblées et Corps constitués	25	34	40	19	59
Administration Gouvernementale	2 073	1 385	1 086	2 372	3 458
<i>Ministère d'État</i>	109	137	145	101	246
<i>Département de l'Intérieur</i>	1 156	717	443	1 430	1 873
<i>Département des Finances et de l'Économie</i>	105	190	181	114	295
<i>Département des Affaires Sociales et de la Santé</i>	65	169	99	135	234
<i>Département de l'Équipement, de l'Environnement et de l'Urbanisme</i>	605	115	141	579	720
<i>Département des Relations Extérieures et de la Coopération</i>	33	57	77	13	90
Direction des Services Judiciaires	58	82	35	105	140
Commune	304	369	171	502	673
Fonctionnaires nommés au sein des établissements publics	2	6	3	5	8
Total	2 594	1 934	1 356	3 172	4 528

Source : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique

► Effectifs selon le rattachement administratif en 2016



Source : Direction des Ressources Humaines et de la Formation de la Fonction Publique

3. Économie

3.2. Emploi

3.2.2. Secteur privé

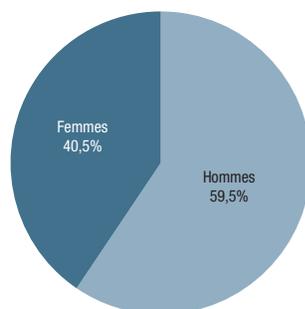
Caractéristiques des salariés

► Évolution du nombre de salariés du secteur privé selon le sexe

	2012	2013	2014	2015	2016	Évolution 2015-16
Hommes	26 917	27 685	28 530	28 180	28 497	1,1%
Femmes	18 524	18 914	19 373	19 324	19 423	0,5%
Total	45 441	46 600	47 903	47 504	47 919	0,9%

Source : Caisses sociales de Monaco

► Répartition des salariés selon le sexe en 2016



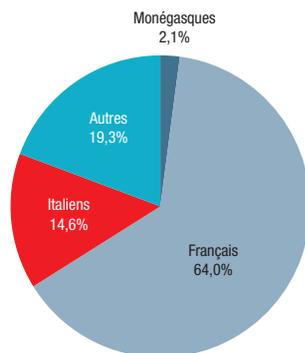
Source : Caisses sociales de Monaco

► Évolution du nombre de salariés du secteur privé selon la nationalité

	2012	2013	2014	2015	2016	Évolution 2015-16
Monégasques	940	958	995	1 013	998	-1,4%
Français	29 795	30 200	30 774	30 455	30 682	0,7%
Italiens	6 245	6 583	6 782	6 836	6 976	2,0%
Autres	8 461	8 859	9 352	9 201	9 263	0,7%
Total	45 441	46 600	47 903	47 504	47 919	0,9%

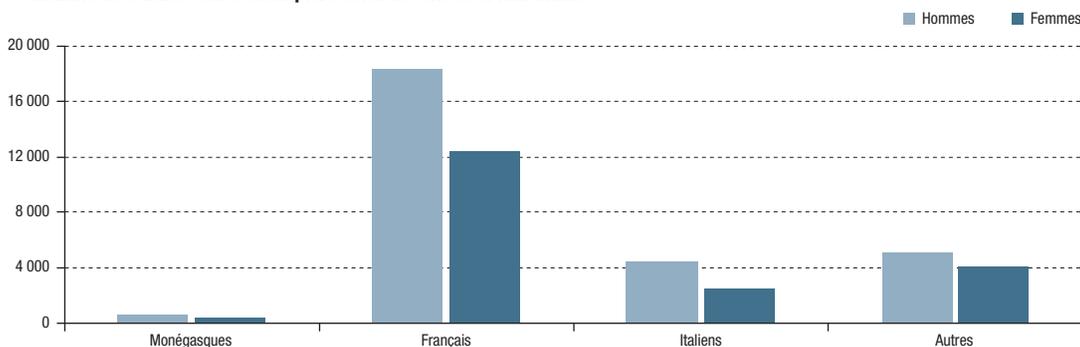
Source : Caisses sociales de Monaco

► Répartition des salariés selon la nationalité en 2016



Source : Caisses sociales de Monaco

► Nombre de salariés du secteur privé selon le sexe et la nationalité



Source : Caisses sociales de Monaco

3. Économie

3.2. Emploi

3.2.2. Secteur privé

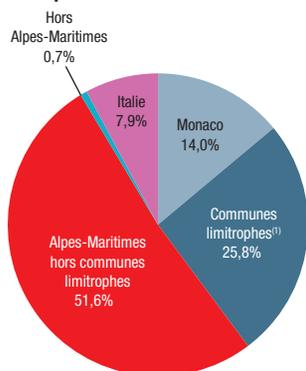
Caractéristiques des salariés

➤ Évolution du nombre de salariés du secteur privé selon l'origine géographique

	2012	2013	2014	2015	2016	Évolution 2015-16
Monaco	6 698	6 771	6 809	6 778	6 613	-2,4%
France	34 632	35 463	36 402	36 205	36 972	2,1%
Communes limitrophes ⁽¹⁾	11 548	11 809	12 003	11 985	12 206	1,8%
Alpes-Maritimes hors communes limitrophes	22 812	23 373	24 113	23 918	24 424	2,1%
Hors Alpes-Maritimes	272	281	287	302	343	13,6%
Italie	3 717	3 829	3 854	3 704	3 728	0,6%
Autres	395	537	818	817	606	-25,8%
Non renseigné	-	-	20	-	-	-
Total	45 441	46 600	47 903	47 504	47 919	0,9%

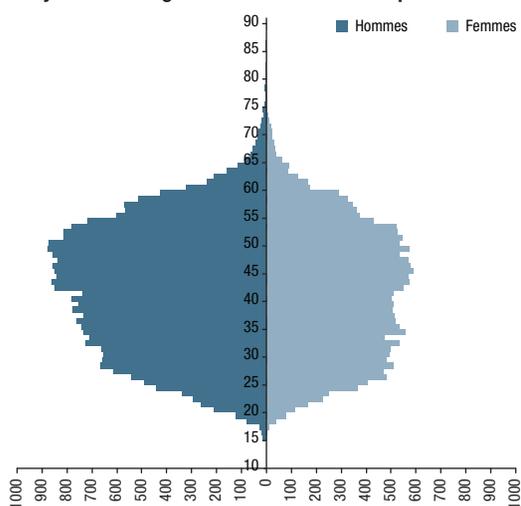
Source : Caisses sociales de Monaco

➤ Répartition des salariés selon l'origine géographique en 2016



Source : Caisses sociales de Monaco

➤ Pyramide des âges des salariés du secteur privé en 2016



Source : Caisses sociales de Monaco

⁽¹⁾ Communes limitrophes : Beausoleil, Cap d'Ail, La Turbie et Roquebrune-Cap-Martin.

3. Économie

3.2. Emploi

3.2.2. Secteur privé

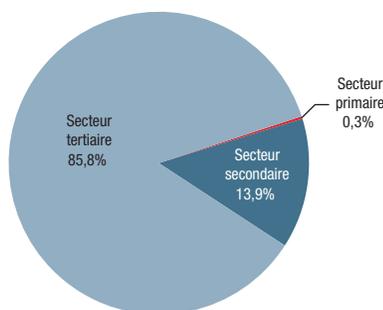
Salariés par secteur

► Évolution du nombre de salariés du secteur privé selon le secteur économique

Secteurs économiques	2012	2013	2014	2015	2016	Évolution 2015-16
Secteur primaire	205	135	155	129	125	-3,5%
Secteur secondaire	6 911	6 959	7 001	6 611	6 664	0,8%
Secteur tertiaire	38 325	39 506	40 747	40 764	41 131	0,9%
Total	45 441	46 600	47 903	47 504	47 919	0,9%

Source : Caisses sociales de Monaco

► Répartition des salariés selon le secteur économique en 2016



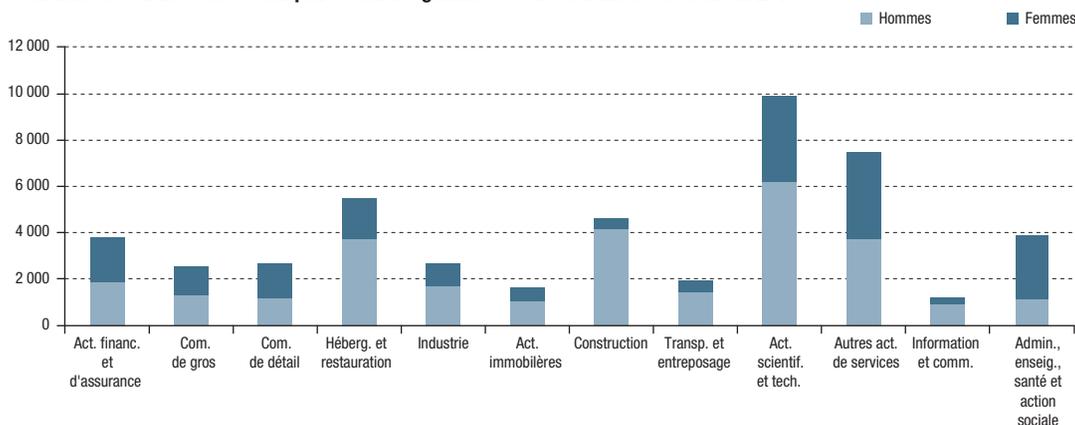
Source : Caisses sociales de Monaco

► Évolution du nombre de salariés du secteur privé selon les grands secteurs d'activité

	2012	2013	2014	2015	2016		
					Hommes	Femmes	Total
Activités financières et d'assurance	3 424	3 507	3 566	3 720	1 874	1 929	3 802
Commerce de gros	2 230	2 171	2 259	2 345	1 299	1 226	2 525
Commerce de détail	2 652	2 716	2 723	2 763	1 247	1 473	2 720
Hébergement et restauration	5 647	5 960	5 868	5 756	3 740	1 774	5 514
Industries manufacturières, extractives et autres	3 345	3 215	3 174	2 872	1 732	964	2 696
Activités immobilières	1 427	1 471	1 481	1 533	1 076	579	1 654
Construction	4 190	4 297	4 402	4 309	4 169	395	4 565
Transport et entreposage	1 842	1 945	1 967	1 939	1 456	527	1 983
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	9 814	10 029	10 646	10 180	6 178	3 709	9 886
Autres activités de services	6 237	6 390	6 824	7 062	3 698	3 780	7 478
Information et communication	1 202	1 172	1 200	1 193	915	301	1 216
Administration, enseignement, santé et action sociale	3 432	3 727	3 794	3 832	1 114	2 767	3 880
Total	45 441	46 600	47 903	47 504	28 497	19 423	47 919

Source : Caisses sociales de Monaco

► Nombre de salariés du secteur privé selon les grands secteurs d'activité et le sexe en 2016



Source : Caisses sociales de Monaco

3. Économie

3.2. Emploi

3.2.2. Secteur privé

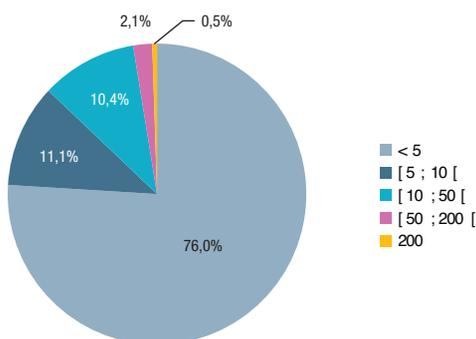
Employeurs

► Répartition du nombre d'employeurs selon les GSA et la tranche de salariés en 2016

	< 5	[5 ; 10 [[10 ; 50 [[50 ; 200 [≥ 200	Total
Activités financières et d'assurance	107	44	38	17	2	208
Commerce de gros	261	60	69	4	0	394
Commerce de détail	310	87	61	1	1	460
Hébergement et restauration	68	53	53	9	5	188
Industries manufacturières, extractives et autres	48	21	37	10	3	119
Activités immobilières	345	65	36	1	0	447
Construction	126	69	104	13	1	313
Transport et entreposage	55	30	30	11	0	126
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	377	111	102	37	9	636
Autres activités de services	2 618	73	35	9	5	2 740
<i>dont employeurs des gens de maison</i>	2 205	20	2	0	0	2 227
Information et communication	69	24	28	2	1	124
Administration, enseignement, santé et action sociale	54	10	14	6	3	87
Total	4 438	647	607	120	30	5 842
Total hors employeurs des gens de maison	2 233	627	605	120	30	3 615

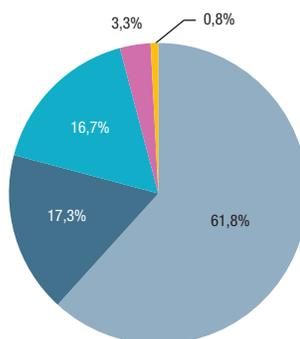
Source : Caisses sociales de Monaco

► Répartition du nombre d'employeurs selon la tranche de salariés



Source : Caisses sociales de Monaco

► Répartition du nombre d'employeurs selon la tranche de salariés (hors employeurs de gens de maison)



Source : Caisses sociales de Monaco

3. Économie

3.2. Emploi

3.2.2. Secteur privé

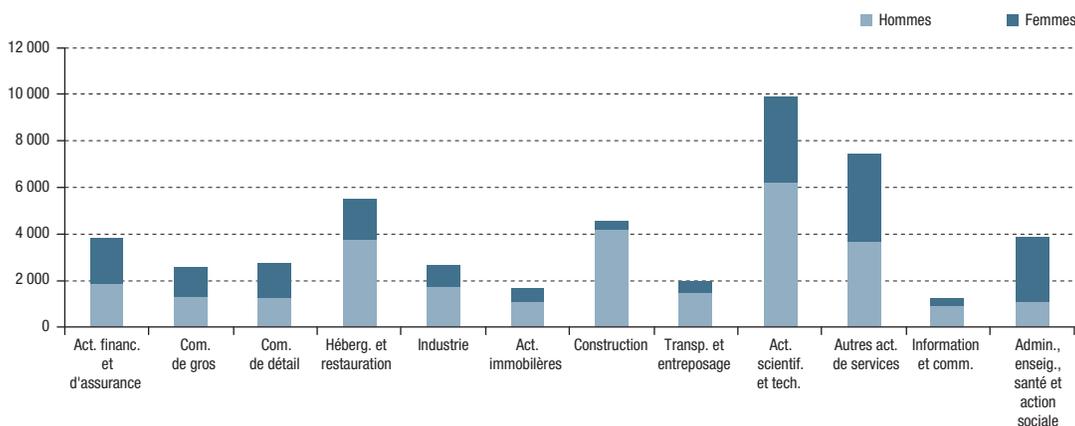
Emplois par grand secteur d'activité

► Nombre d'emplois selon le sexe et les grands secteurs d'activité

	Hommes		Femmes		Total	
Activités financières et d'assurance	1 874	6,6%	1 929	9,9%	3 802	7,9%
Commerce de gros	1 299	4,6%	1 226	6,3%	2 525	5,3%
Commerce de détail	1 247	4,4%	1 473	7,6%	2 720	5,7%
Hébergement et restauration	3 740	13,1%	1 774	9,1%	5 514	11,5%
Industries manufacturières, extractives et autres	1 732	6,1%	964	5,0%	2 696	5,6%
Activités immobilières	1 076	3,8%	579	3,0%	1 654	3,5%
Construction	4 169	14,6%	395	2,0%	4 565	9,5%
Transport et entreposage	1 456	5,1%	527	2,7%	1 983	4,1%
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	6 178	21,7%	3 709	19,1%	9 886	20,6%
Autres activités de services	3 698	13,0%	3 780	19,5%	7 478	15,6%
Information et communication	915	3,2%	301	1,6%	1 216	2,5%
Administration, enseignement, santé et action sociale	1 114	3,9%	2 767	14,2%	3 880	8,1%
Total	28 497	59,5%	19 423	40,5%	47 919	100%

Source : Caisses sociales de Monaco

► Nombre d'emplois selon le sexe et les grands secteurs d'activité



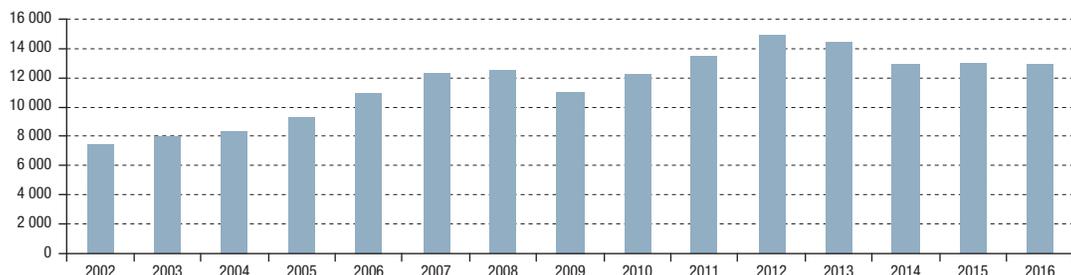
Source : Caisses sociales de Monaco

3. Économie

3.3. Chiffre d'affaires

3.3.1. Évolution du chiffre d'affaires

► Évolution du chiffre d'affaires



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Unité : million d'euros

3.3.2. Chiffre d'affaires par GSA

► Évolution du chiffre d'affaires selon les GSA

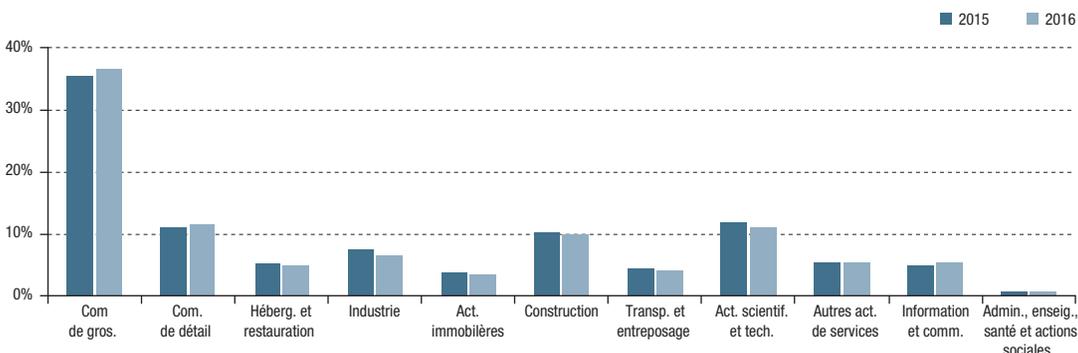
Le total du chiffre d'affaires n'inclut pas celui des activités financières et d'assurance. Le chiffre d'affaires étant un indicateur moins pertinent que pour les autres secteurs, il est donné à titre indicatif.

	2015	2016	Variation
Activités financières et d'assurance	1 714,2	1 644,9	-4,0%
Commerce de gros	4 590,3	4 717,5	2,8%
Commerce de détail	1 430,1	1 503,1	5,1%
Hébergement et restauration	667,4	641,3	-3,9%
Industries manufacturières, extractives et autres	963,2	837,7	-13,0%
Activités immobilières	482,4	460,8	-4,5%
Construction	1 319,1	1 288,5	-2,3%
Transport et entreposage	551,2	534,6	-3,0%
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	1 541,8	1 408,1	-8,7%
Autres activités de services	695,4	709,8	2,1%
Information et communication	639,9	689,8	7,8%
Administration, enseignement, santé et action sociale	88,8	84,8	-4,5%
Total	12 969,6	12 876,1	-0,7%

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Unité : million d'euros

► Évolution de la part du chiffre d'affaires selon les GSA



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

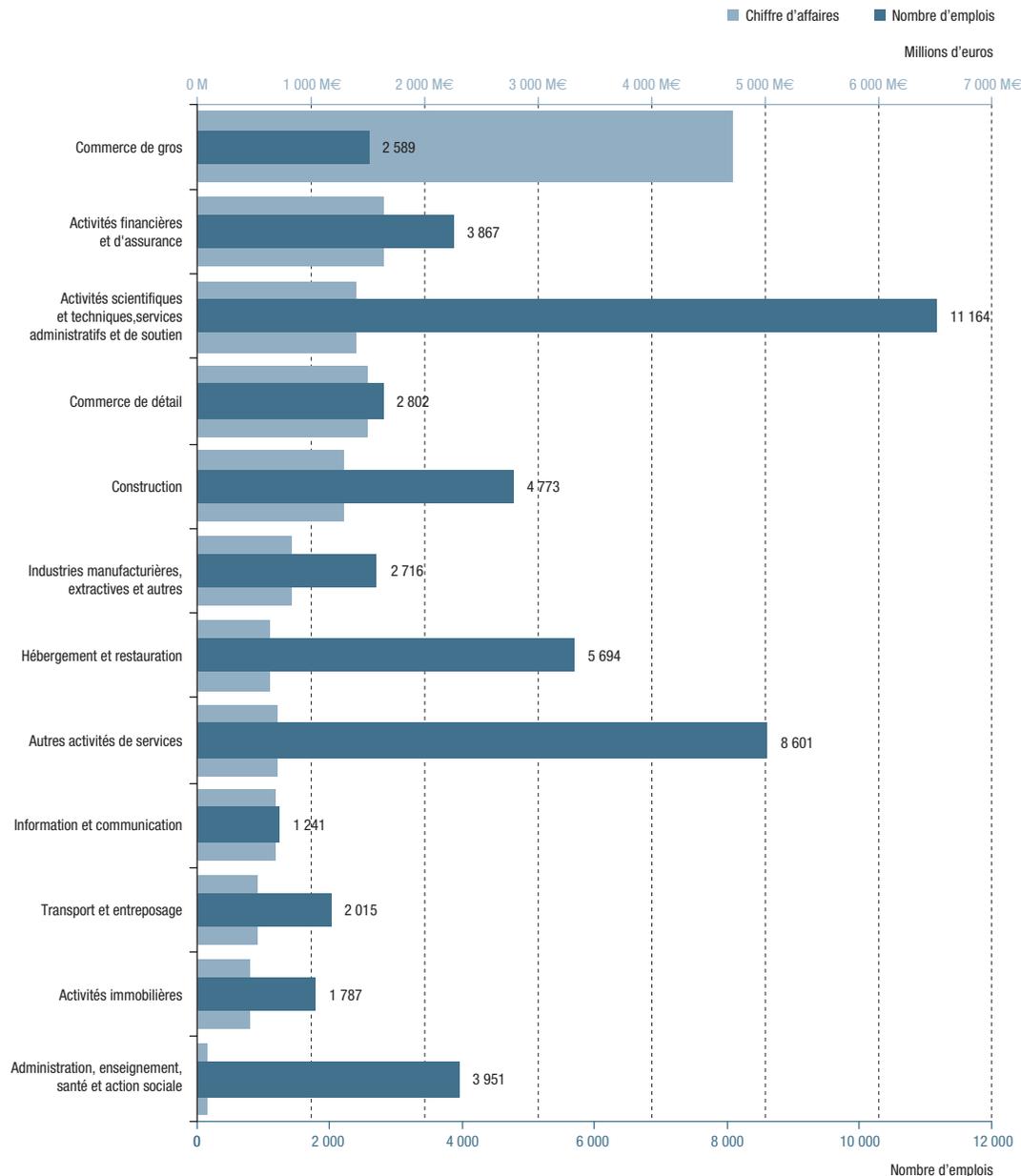
Unité : million d'euros

3. Économie

3.3. Chiffre d'affaires

3.3.3. Chiffre d'affaires et nombre d'emplois selon les GSA en 2016

► Chiffre d'affaires et nombre d'emplois selon les GSA



Sources : Direction des Services Fiscaux, Caisses Sociales de Monaco, IMSEE

Total CA hors Activités financières et d'assurance : 12 876 millions d'euros

Total Emplois : 51 200

3. Économie

3.4. Finances publiques

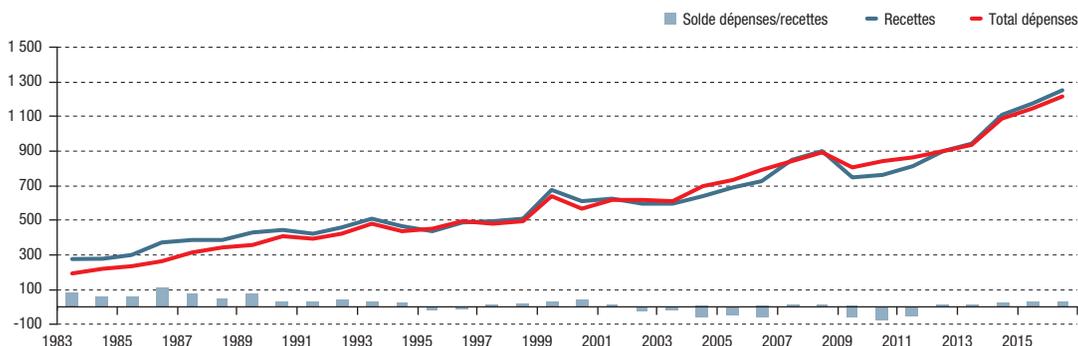
3.4.1. Budget de l'État

	Recettes	Dépenses ordinaires	Dépenses équipement	Total dépenses	Solde dépenses/recettes
1983	276,2	124,1	69,0	193,1	83,1
1984	280,8	136,6	86,0	222,6	58,3
1985	299,5	155,2	79,8	235,0	64,5
1986	373,3	174,5	90,6	265,1	108,2
1987	389,9	187,9	123,8	311,8	78,1
1988	385,3	206,5	134,9	341,4	43,9
1989	429,6	219,6	137,0	356,6	73,0
1990	444,2	238,7	170,3	409,0	35,2
1991	423,2	264,3	126,5	390,8	32,3
1992	455,8	277,6	142,3	419,9	35,9
1993	506,9	313,2	163,9	477,1	29,8
1994	465,3	317,6	122,1	439,6	25,7
1995	434,7	343,9	109,4	453,3	-18,6
1996	488,6	376,2	120,6	496,7	-8,1
1997	491,7	373,5	105,2	478,7	13,1
1998	510,0	348,2	143,4	491,6	18,4
1999	678,7	378,7	264,2	642,8	35,9
2000	609,2	402,5	167,7	570,2	39,1
2001	624,3	408,8	212,2	621,0	3,2
2002	593,6	425,4	191,4	616,7	-23,2
2003	593,2	441,1	169,8	610,9	-17,7
2004	636,2	467,2	227,7	694,8	-58,7
2005	687,6	490,5	243,1	733,5	-45,9
2006	727,9	519,3	269,9	789,1	-61,2
2007	845,6	548,5	294,6	843,1	2,5
2008	896,7	572,5	320,2	892,6	4,0
2009	744,2	613,4	192,1	805,5	-61,3
2010	760,1	636,1	202,1	838,2	-78,1
2011	809,3	654,5	206,6	861,1	-51,8
2012	900,1	662,7	233,7	896,4	3,7
2013	945,1	664,3	268,8	933,0	12,1
2014	1 111,4	697,2	388,5	1 085,7	25,7
2015	1 173,0	733,2	410,7	1 144,0	29,0
2016	1 251,2	747,1	468,3	1 215,3	35,9

Source : Direction du Budget et du Trésor

Unité : million d'euros

► Évolution du budget de l'État



Source : Direction du Budget et du Trésor

Unité : million d'euros

3. Économie

3.4. Finances publiques

3.4.2. Recettes de l'État

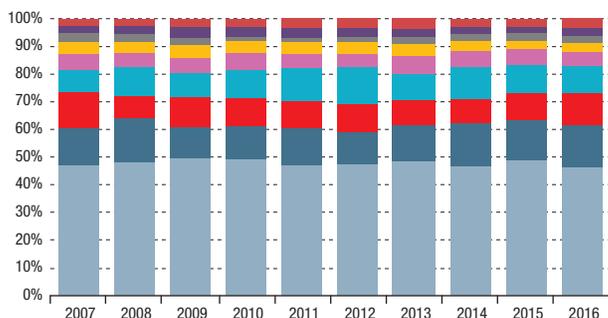
► Évolution des recettes de l'État

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Transactions commerciales (TVA)	401,1	431,6	369,9	373,9	383,1	424,6	461,0	521,9	575,7	579,8
Transactions juridiques	112,0	141,3	83,1	92,4	104,8	108,1	122,1	171,1	172,1	195,9
Domaine immobilier	108,9	76,2	82,2	77,6	80,9	91,0	87,7	97,1	107,9	139,7
Bénéfices commerciaux	69,3	93,6	63,2	79,2	95,5	120,0	84,7	126,3	124,3	124,9
Monopoles concédés	47,8	43,6	41,0	42,4	41,4	42,6	62,9	68,6	65,3	60,0
Monopoles exploités par l'État	36,3	36,6	36,8	36,6	38,1	39,0	38,0	39,4	37,5	39,5
Domaine financier	25,7	25,0	17,3	9,1	10,9	17,1	26,6	27,4	27,8	34,0
Droits de douane	26,1	26,8	28,2	27,0	27,6	29,4	27,4	28,9	29,6	33,8
Autres recettes	18,5	21,9	22,5	21,9	27,1	28,3	34,8	30,7	33,0	43,7
Total	845,6	896,7	744,2	760,1	809,3	900,1	945,1	1 111,4	1 173,0	1 251,2

Source : Direction du Budget et du Trésor

Unité : million d'euros

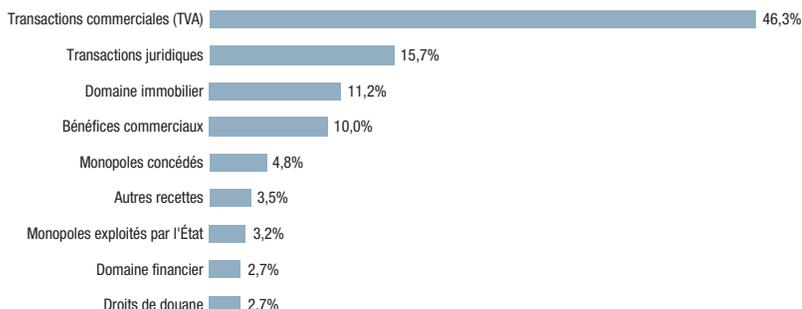
► Évolution de la répartition des recettes de l'État



Source : Direction du Budget et du Trésor

- **Transactions commerciales** : la taxe sur la valeur ajoutée ;
- **Transactions juridiques** : les droits de mutation, les droits sur les autres actes civils et administratifs, les taxes sur les assurances ;
- **Domaine immobilier** : l'ensemble des revenus des immeubles à usage locatif et les recettes des parkings publics ;
- **Bénéfices commerciaux** : l'impôt sur les bénéfices ;
- **Monopoles concédés** : les redevances concernant les monopoles dont les principaux sont la Société des Bains de Mer et du Cercle des Étrangers à Monaco, Monaco Telecom, la Société Monégasque d'Électricité et du Gaz, la SAM d'Exploitation des Ports de Monaco ;
- **Monopoles exploités** : les recettes concernant la Régie des Tabacs, de l'Office des Émissions de Timbres-Poste, des Postes-Télégraphes ;
- **Droits de douane** : les droits de douane ;
- **Domaine financier** : les revenus des valeurs mobilières, les intérêts bancaires ;
- **Autres recettes** : les produits et recettes des services administratifs, les droits de consommation.

► Répartition des recettes de l'État en 2016



Source : Direction du Budget et du Trésor

3. Économie

3.4. Finances publiques

3.4.3. Dépenses de l'État

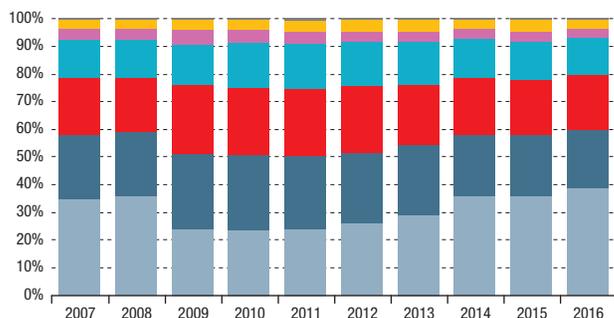
➤ Évolution des dépenses de l'État

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Équipement et investissements	294,6	320,2	192,1	202,1	206,6	233,7	268,8	388,5	410,7	468,3
Moyens des services	195,8	205,3	220,0	222,0	225,8	229,9	237,3	243,2	252,0	257,8
Interventions publiques	174,4	176,7	199,4	205,6	212,7	215,6	202,4	224,1	231,0	241,6
Dépenses communes	113,8	119,5	121,2	135,2	136,7	141,6	148,8	149,2	157,1	163,2
Dépenses de Souveraineté	36,2	39,5	39,2	37,9	38,8	35,1	35,7	39,5	43,5	42,8
Services publics	24,8	27,3	29,0	30,9	35,4	35,4	34,8	35,4	43,2	35,4
Assemblée et Corps constitués	3,6	4,2	4,6	4,5	5,1	5,0	5,2	5,9	6,5	6,4
Total	843,1	892,6	805,5	838,2	861,1	896,4	933,0	1 085,7	1 144,0	1 215,3

Source : Direction du Budget et du Trésor

Unité : million d'euros

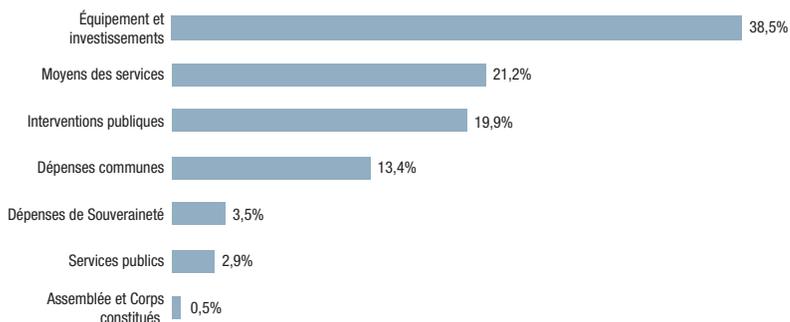
➤ Évolution de la répartition des dépenses de l'État



Source : Direction du Budget et du Trésor

- **Budgets d'équipement et d'investissements** : dépenses de gros travaux et de matériel d'équipement, et d'acquisitions d'immeubles. Elles concernent l'équipement routier, culturel, portuaire, urbain, sanitaire et social, administratif, sportif... ;
- **Moyens de services** : dépenses de fonctionnement directement engagées par les Départements et les Services administratifs ;
- **Interventions publiques** : aides, subventions versées et politiques publiques menées par le Gouvernement. On y trouve la dotation communale, les subventions aux Établissements Publics, les aides versées dans les domaines international, éducatif et culturel, social et humanitaire, sportif, économique et aux manifestations ;
- **Dépenses communes** : dépenses gérées de façon commune par certains Services au profit de tous les Services : charges sociales, nettoyage des locaux, dépenses d'eau, gaz, électricité, assurance des bâtiments domaniaux, matériel informatique des Services administratifs... ;
- **Dépenses de Souveraineté** : dépenses du Palais Princier et de la Maison Souveraine ;
- **Services publics** : dépenses de nettoyage de la ville, de collecte et incinération, d'éclairage public, de consommation d'eau, de transports publics... ;
- **Assemblée et Corps constitués** : dépenses relatives aux Conseil National, Conseil Économique et Social, Conseil d'État, Commission Supérieure des Comptes, ...

➤ Répartition des dépenses de l'État en 2016



Source : Direction du Budget et du Trésor

3. Économie

3.4. Finances publiques

3.4.4. Fonds de Réserve Constitutionnel (FRC)

Créé par la Constitution de 1962, le Fonds de Réserve Constitutionnel est la réserve, le « bas de laine » de l'État monégasque. C'est une entité comptable autonome, disposant d'un patrimoine propre et jouissant d'un statut particulier.

Les produits sont constitués, d'après la Constitution, de l'excédent des recettes sur les dépenses constaté après la clôture de l'exercice budgétaire (Ordonnance Souveraine du 29/02/1968) ainsi que des produits de la gestion financière, de la gestion immobilière, des ventes des biens meubles ou immeubles. De même, sont incorporées au FRC les plus-values résultant de la réalisation d'actifs ou de la réévaluation des biens mobiliers et immobiliers.

Les dépenses comprennent, d'après la Constitution, l'excédent des dépenses sur les recettes constaté après la clôture de l'exercice budgétaire ainsi que (Ordonnance Souveraine du 29/02/1968) les charges de la gestion financière, de la gestion immobilière, les achats de biens meubles ou immeubles et les moins-values dégagées par la réalisation ou la dépréciation de ces biens.

À fin décembre 2016, le montant de l'actif du Fonds de Réserve Constitutionnel se situe à environ 4,8 Mds €. Il comporte :

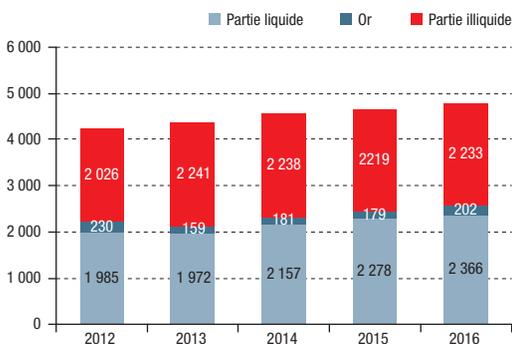
- une réserve d'or de l'ordre de 202 M€ ;
- une partie « disponible » (liquide) de 2,4 Mds€ composée de titres de placements financiers (fonds communs de placement composés d'actions, d'obligations, etc.) et de disponibilités bancaires ;
- une partie « illiquide » de 2,2 Mds€. Elle est majoritairement composée d'immeubles (1,67 Mds €). La réévaluation des biens immobiliers se fait selon l'évolution de l'indice de la construction BT01. Ces biens immobiliers sont situés à Monaco ou dans les communes limitrophes, à l'exception des Ambassades. La valeur des immeubles est en légère diminution sur l'exercice (-0,2 %) en raison de leur réévaluation et aux acquisitions, ventes et opérations réalisées ;

Les biens immeubles détenus par le FRC génèrent dans leur grande majorité des revenus locatifs, étant occupés par des entreprises, des commerces, ou des particuliers. Les bâtiments à usage strictement public ne sont pas détenus par le FRC, car ils ne sont pas productifs de revenus, ni en général susceptibles d'être aliénés.

La partie « illiquide » comporte également les participations de l'État dans des sociétés, notamment les actions non inaliénables de la S.B.M. (35 % environ du capital) ou d'autres sociétés ayant des liens directs avec l'État, comme les concessionnaires SMEG, SMEAUX, la Société d'Exploitation du Grimaldi Forum, la Société d'Exploitation des Ports de Monaco, etc. Cette partie est de l'ordre de 322,4 M€. La participation de l'État dans Monaco Télécom (48 %) et les actions inaliénables de la S.B.M. (24,47 % du capital) relèvent en revanche de la comptabilité du Budget.

Enfin le FRC, lorsque cela est nécessaire, procède à des avances de trésorerie au budget de l'État.

► Évolution de la répartition de l'actif du fonds



Source : Direction du Budget et du Trésor

Unité : million d'euros

3. Économie

3.4. Finances publiques

3.4.5. Évolution de l'Aide Publique au Développement (APD)

	Programme	Coût de mise en œuvre	Total
2012	8 559	725	9 284
2013	8 480	997	9 477
2014	8 822	1 131	9 953
2015	11 382	985	12 366
2016	10 940	1 023	11 963

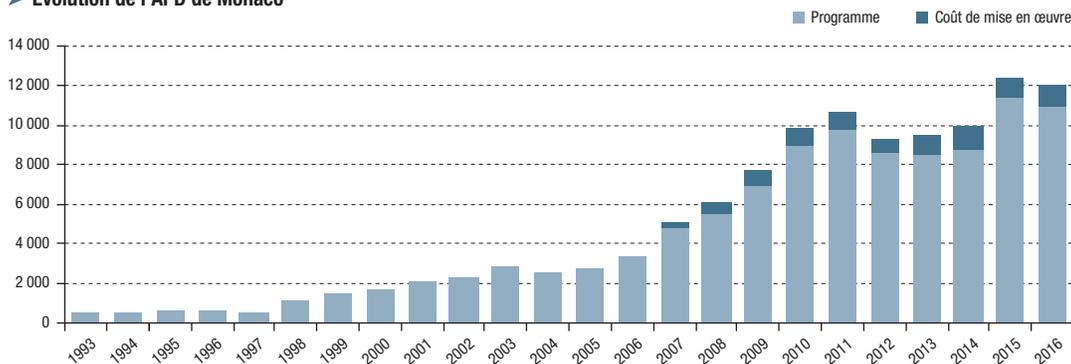
L'APD Programme correspond aux sommes déboursées pour l'année.

Les coûts de mise en œuvre correspondent aux salaires des agents de la Direction de Coopération Internationale, aux frais de la structure, aux frais de missions, etc.

Source : Direction de la Coopération Internationale

Unité : millier d'euros

➤ Évolution de l'APD de Monaco



Source : Direction de la Coopération Internationale

Unité : millier d'euros

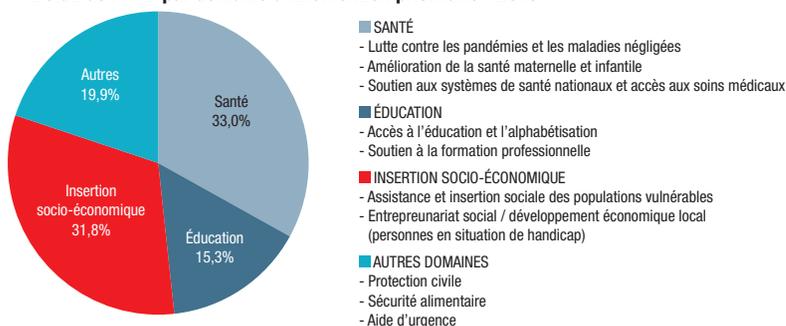
➤ Détail de l'APD selon le domaine d'intervention prioritaire

	2012	2013	2014	2015	2016
Santé	3 015	3 220	3 044	2 845	2 848
Éducation	1 912	1 581	2 094	2 040	1 315
Insertion socio-économique	657	650	1 733	1 868	2 742
Autres	653	367	451	1 124	1 716
Total	6 238	5 819	7 321	7 877	8 621

Source : Direction de la Coopération Internationale

Unité : millier d'euros

➤ Détail de l'APD par domaine d'intervention prioritaire - 2016



Source : Direction de la Coopération Internationale

3. Économie

3.4. Finances publiques

3.4.5. Évolution de l'Aide Publique au Développement (APD)

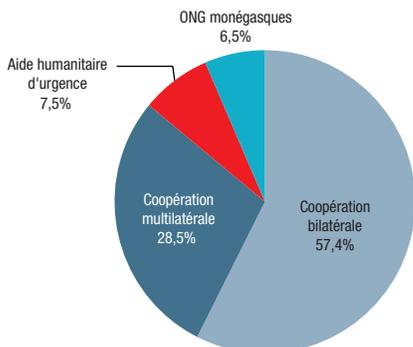
► Répartition de l'APD selon le canal d'intervention

	2012	2013	2014	2015	2016
Coopération bilatérale	4 265	4 169	4 782	5 581	6 283
Coopération multilatérale	3 025	2 977	2 661	2 882	3 123
Aide humanitaire d'urgence	550	540	618	915	822
ONG ⁽¹⁾ monégasques	719	795	760	2 003	711
Total hors coûts de mise en œuvre	8 559	8 480	8 822	11 382	10 940

Source : Direction de la Coopération Internationale

Unité : millier d'euros

► Répartition de l'APD par canal d'intervention - 2016



Source : Direction de la Coopération Internationale

La coopération monégasque se déploie selon quatre canaux d'intervention :

Coopération bilatérale : partenariats avec des États, des collectivités locales, des ONG mais également des Organisations Internationales pour des projets particuliers soutenus dans les pays d'intervention.

Coopération multilatérale : contributions obligatoires et volontaires versées aux Organisations Internationales telles que l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), le Programme Alimentaire Mondial (PAM), etc.

Aide humanitaire d'urgence : contribution volontaire en réponse à des crises humanitaires ou des catastrophes naturelles.

Partenariat avec les ONG monégasques : co-financement de projets et renforcement de compétences pour les ONG de Monaco actives dans le domaine de la Solidarité Internationale (OSI)⁽²⁾. Soutien au Monaco Collectif Humanitaire (hospitalisation en Principauté d'enfants dont les pathologies ne sont pas opérables dans leur pays d'origine).

Source : Direction de la Coopération Internationale

⁽¹⁾ ONG : Organisations non gouvernementales.

⁽²⁾ OSI : Organismes de Solidarité Internationale.

3. Économie

3.4. Finances publiques

3.4.6. Monopoles exploités par l'État

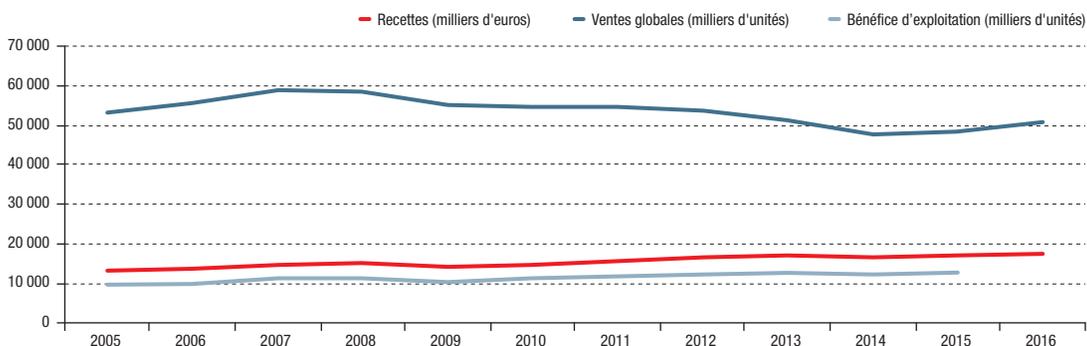
Régie Monégasque des Tabacs et Allumettes de Monaco

► Résultats budgétaires

	Unités vendues (millier d'unité)	Recettes (euro)	Bénéfices (euro)	Poids
2007	58 866	14 874 838	11 047 087	74,3%
2008	58 426	15 262 997	11 414 850	74,8%
2009	55 051	14 168 889	10 482 362	74,0%
2010	54 712	14 835 347	11 069 825	74,6%
2011	54 564	15 597 577	11 658 795	74,7%
2012	53 535	16 394 169	12 261 879	74,8%
2013	51 404	16 899 551	12 640 288	74,8%
2014	47 663	16 586 317	12 453 145	75,1%
2015	48 329	16 926 157	12 526 468	74,0%
2016	50 765	17 455 321	n.d.	n.d.

Source : Régie Monégasque des Tabacs et Allumettes de Monaco

► Comparatif des recettes budgétaires et des ventes



Source : Régie Monégasque des Tabacs et Allumettes de Monaco

► Vente de tabacs selon le type en 2016 - marché intérieur

Types principaux	Unités	Poids	Valeurs ventes	Poids
Cigarettes	45 341	89,3%	15 555	81,8%
Cigares	155	0,3%	1 789	9,4%
Cigarillos	1 178	2,3%	600	3,2%
Tabacs à chauffer	1 594	3,1%	558	2,9%
Tabacs à rouler	1 405	2,8%	349	1,8%
Tabacs à pipe	85	0,2%	20	0,1%
Tabacs à narguilé	1 007	2,0%	147	0,8%
Total	50 765	100,0%	19 018	100%

Source : Régie Monégasque des Tabacs et Allumettes de Monaco

Unité : millier

Par rapport à 2015, les ventes de tabacs ont augmenté en valeur de 2,7% et en volume de 5,1%.

3. Économie

3.4. Finances publiques

3.4.6. Monopoles exploités par l'État

Office des Émissions de Timbres-Poste

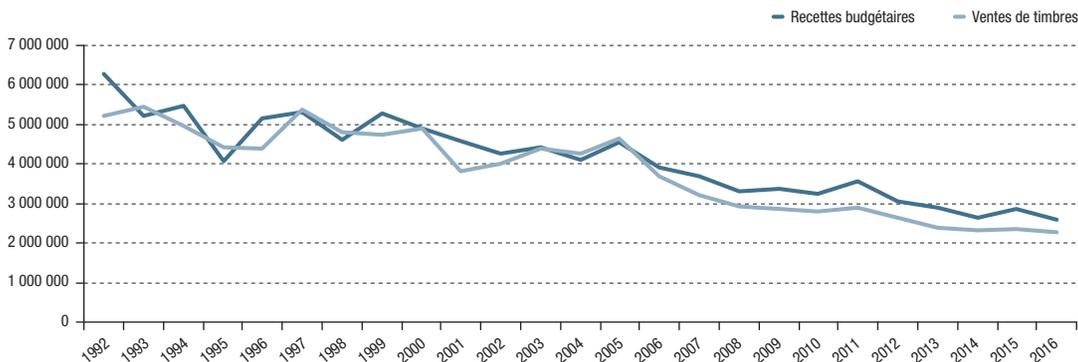
► Comparatif des recettes budgétaires

	Ventes de timbres	Valeur émission	Recettes budgétaires
1992	5 226 229	44,77	6 279 642
1993	5 448 631	48,77	5 222 395
1994	4 951 326	45,43	5 472 486
1995	4 416 681	46,31	4 078 311
1996	4 382 451	43,39	5 149 182
1997	5 383 898	47,76	5 309 080
1998	4 818 323	48,88	4 616 389
1999	4 750 810	48,01	5 271 197
2000	4 894 906	46,02	4 887 625
2001	3 812 108	52,37	4 579 559
2002	4 006 205	48,03	4 254 113
2003	4 375 480	53,99	4 422 025
2004	4 267 049	49,08	4 112 848
2005	4 639 357	58,30	4 562 556
2006	3 703 926	53,02	3 918 893
2007	3 212 570	55,76	3 686 834
2008	2 935 421	54,55	3 317 716
2009	2 858 226	55,89	3 361 106
2010	2 799 330	56,12	3 243 211
2011	2 907 258	58,97	3 548 141
2012	2 639 610	59,68	3 068 787
2013	2 388 815	60,17	2 899 841
2014	2 332 216	62,66	2 640 901
2015	2 358 914	65,18	2 870 596
2016	2 273 549	67,73	2 590 246

Source : Office des Émissions de Timbres-Poste

Unité : euro

► Évolution des résultats budgétaires



Source : Office des Émissions de Timbres-Poste

Unité : euro

Autres monopoles exploités par l'État

Voir chapitre 3.4.8. Postes.

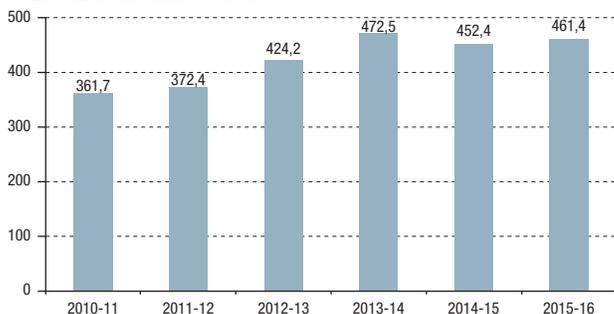
3. Économie

3.4. Finances publiques

3.4.7. Monopoles concédés par l'État

Société des Bains de Mer et du Cercle des Étrangers

► Évolution du chiffre d'affaires



Source : Société des Bains de Mer et du Cercle des Étrangers

Unité : million d'euros

Total jeux 2015-2016 : 213,6 millions d'euros (46% du chiffre d'affaires total).

Total des travaux et acquisitions d'immobilisation : 77,8 millions d'euros.

► Évolution de l'effectif au 31 mars

	2012	2013	2014	2015	2016
Cadres	558	607	623	644	663
Agents de maîtrise & Employés	3 121	3 437	3 514	3 520	3 441
Total	3 679	4 044	4 137	4 164	4 104

Source : Société des Bains de Mer et du Cercle des Étrangers

Autres monopoles concédés par l'État

Voir chapitres 1.3. Énergie, 4.8. Transports et mobilité et 4.9. Télécommunications.

3. Économie

3.4. Finances publiques

3.4.8. Postes

Courrier distribué

► Évolution du nombre d'objets distribués

	2012	2013	2014	2015	2016	Évolution 2015-16
Lettres	21 600 810	20 415 129	19 034 070	16 821 820	16 566 165	-1,5%
Colis	264 640	268 650	261 041	261 531	308 291	17,9%
Chronopost	118 327	137 928	161 953	189 764	216 327	14,0%
Total objets distribués	21 983 777	20 821 707	19 457 064	17 273 115	17 090 783	-1,1%

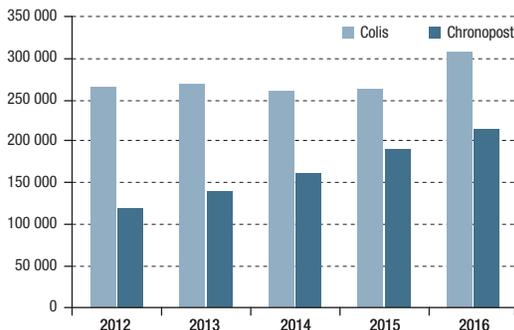
Source : La Poste Monaco

► Évolution du courrier distribué - Lettres



Source : La Poste Monaco

► Évolution du courrier distribué - hors Lettres



Source : La Poste Monaco

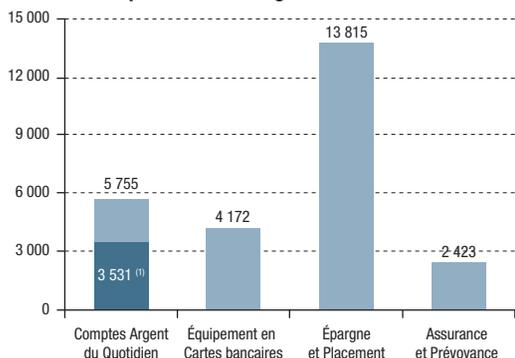
► Évolution des services financiers de La Poste

	2012	2013	2014	2015	2016	Évolution 2015-16
Crédits immobiliers	3 724	5 239	3 184	11 433	5 736	-49,8%
Collecte externe	13 319	13 399	12 212	15 510	15 627	0,8%
Collecte brute	28 777	27 002	26 908	17 896	16 470	-8,0%

Source : La Poste Monaco

Unité : millier d'euros

► Nombre de produits selon la gamme en 2016



Source : La Poste Monaco

Unité : millier d'euros

⁽¹⁾ Dont Conventions de Comptes.

3. Économie

3.4. Finances publiques

3.4.8. Postes

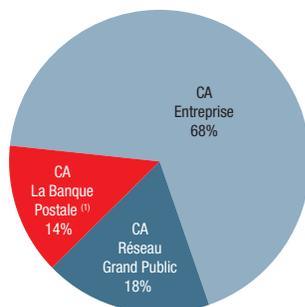
► Évolution du chiffre d'affaires de La Poste

	2012	2013	2014	2015	2016
Courrier réseau	2 253	2 211	2 316	2 289	2 300
Colis réseau	694	685	657	782	760
Chronopost réseau	443	478	444	456	457
Total Réseau Grand Public	3 390	3 374	3 417	3 527	3 517
Courrier entreprise	8 430	8 368	8 424	8 427	8 660
Colis entreprise	2 569	2 704	2 723	3 454	4 272
Total Commercial Entreprise	10 999	11 072	11 147	11 881	12 932

Source : La Poste Monaco

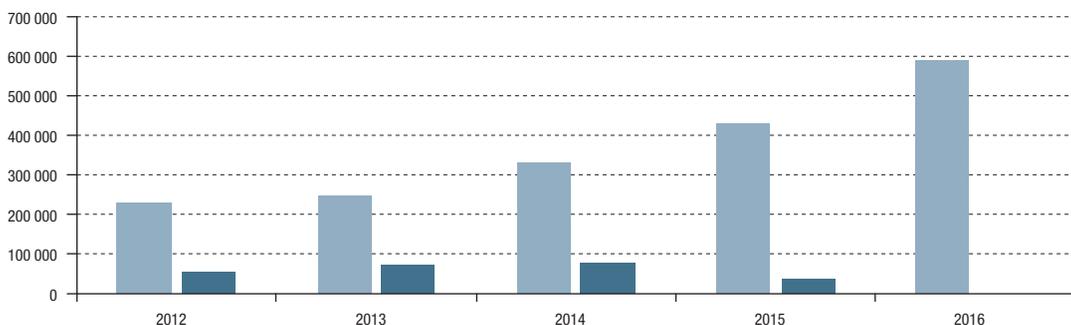
Unité : millier d'euros

► Répartition du chiffre d'affaires global en 2016



Source : La Poste Monaco

► Chiffre d'affaires selon les filiales



Source : La Poste Monaco

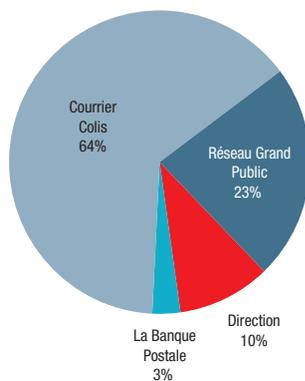
► Effectifs selon le sexe et l'âge

	Hommes	Femmes	Total
20-29 ans	29	7	36
30-39 ans	29	10	39
40-49 ans	26	11	37
50-59 ans	37	20	57
60 ans et plus	6	3	9
Total	127	51	178

Source : La Poste Monaco

La Poste Monaco compte dans ses effectifs 45% de fonctionnaires Français et 55% de salariés en contrat à durée indéterminée.

► Répartition des effectifs en 2016



Source : La Poste Monaco

(1) Estimation.

3. Économie

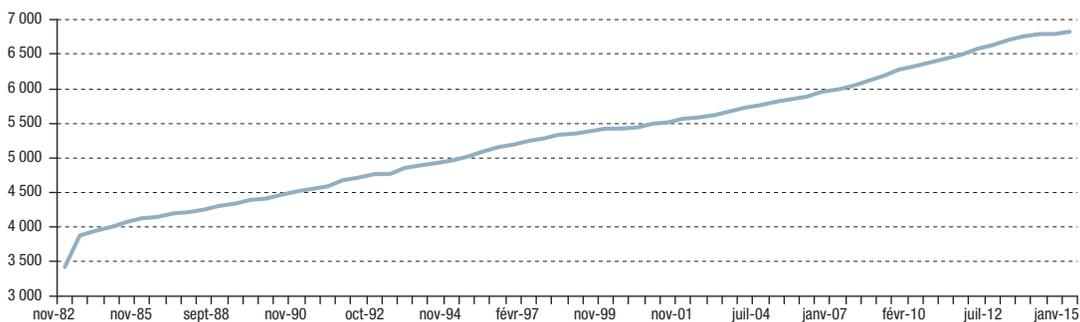
3.4. Finances publiques

3.4.9. Évolution des traitements de la Fonction publique

	Évolution	Majoré 100 (euro)	Observations
01/01/2005	0,80%	5 809,28	
01/07/2005	0,60%	5 844,14	Plus 1 point réel
01/01/2006	0,80%	5 890,89	
01/07/2006	1,00%	5 949,80	
01/01/2007	0,80%	5 997,40	
01/07/2007	0,80%	6 045,38	
01/01/2008	1,30%	6 123,97	I.P.B.I. ⁽¹⁾ augmentée de 6 points
01/07/2008	1,00%	6 185,21	+ 2 points de l'indice 330 à 500 inclus (CG du 13 mars 2008 effet financier 01/01/2008)
01/01/2009	1,60%	6 284,17	+ 3 points jusqu'à l'indice 329 et 1 point de l'indice 330 à 500
01/01/2010	0,80%	6 334,44	
01/07/2010	0,80%	6 385,12	
01/01/2011	0,80%	6 436,20	
01/07/2011	0,80%	6 487,69	
01/01/2012	1,30%	6 572,03	
01/07/2012	0,80%	6 624,61	
01/01/2013	1,30%	6 710,73	
01/07/2013	0,70%	6 757,71	
01/01/2014	0,50%	6 791,50	
01/01/2015	0,50%	6 825,46	

Source : Direction du Budget et Trésor

► Évolution du traitement indiciaire de la Fonction publique



Source : Direction du Budget et Trésor

⁽¹⁾ Indemnité Particulière des Bas Indices.

3. Économie

3.5. Activités financières

3.5.1. Établissements financiers

► Évolution du nombre de banques (établissements habilités à recevoir tous types de dépôts)

	2012	2013	2014	2015	2016
Sociétés de droit monégasque	18	18	18	17	17
Succursales de banques ayant leur siège à l'étranger	4	4	4	3	3
Établissements à statut particulier	1	1	1	1	1
Succursales de banques françaises	13	12	12	12	12
Succursales de banques françaises sous contrôle étranger	0	0	0	0	0
Total	36	35	35	33	33

Source : Direction du Budget et du Trésor

► Évolution du nombre de sociétés financières

	2012	2013	2014	2015	2016
Sociétés financières de droit monégasque	1	1	1	0	0
Succursales de sociétés financières françaises	2	2	2	3	3
Total	3	3	3	3	3

Source : Direction du Budget et du Trésor

► Évolution du nombre de Fonds Communs de Placements Monégasques

	2012	2013	2014	2015	2016
Nombre	60	62	64	60	58
Actifs nets (en milliards d'euros)	4,98	5,05	4,62	4,10	4,26

Source : Direction du Budget et du Trésor

► Évolution du nombre de Sociétés de Gestion de Portefeuille

	2012	2013	2014	2015	2016
Nombre	46	51	58	55	54

Source : Direction du Budget et du Trésor

► Évolution du nombre d'emplois

	2012	2013	2014	2015	2016
Nombre d'emplois	3 465	3 548	3 620	3 782	3 867
dont banques	2 510	2 532	2 575	2 757	2 735

Source : Caisses Sociales de Monaco

3.5.2. Évolution des dépôts, titres et crédits

► Évolution des dépôts, titres et crédits

	2012	2013	2014	2015	2016
Ressources de la Place	95,8	101,8	108,4	116,7	119,8
Dépôts	32,0	32,9	36,0	40,2	42,8
Titres	63,8	68,8	72,4	76,5	77,0
Clientèle non financière	58,3	63,2	67,0	71,8	72,3
Clientèle financière	5,5	5,6	5,4	4,7	4,7
Crédits	18,2	19,0	21,1	22,4	22,8

Source : Direction du Budget et du Trésor

Unité : milliard d'euros

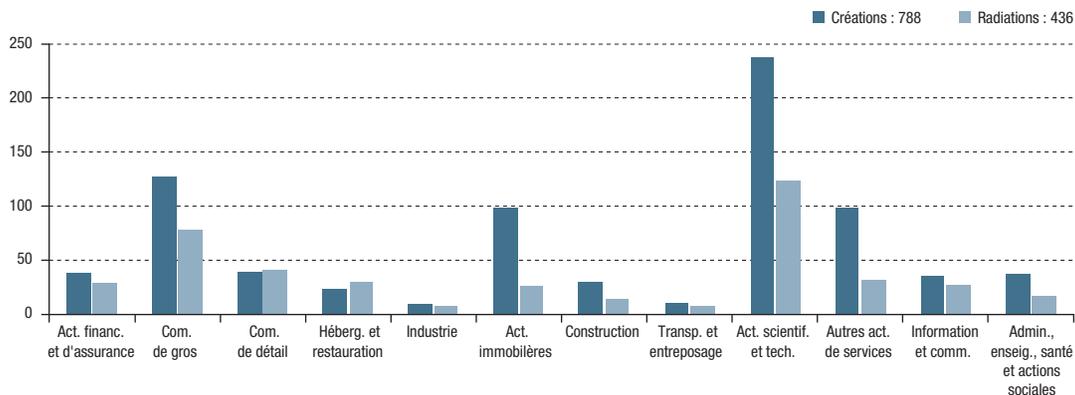
3. Économie

3.6. Agents économiques

3.6.1. Créations et radiations d'activité par GSA

Le Répertoire du NIS, créé par l'Arrêté Ministériel n°2013-234 du 22/04/2013 et tenu par l'IMSEE, recense l'ensemble des agents économiques de la Principauté, notamment à des fins statistiques.

► Créations et radiations d'activité selon les GSA en 2016



Sources : Direction de l'Expansion Économique, IMSEE

3.6.2. Entités en activité au Répertoire du Commerce et de l'Industrie (RCI)

► Évolution des entités en activité au Répertoire du Commerce et de l'Industrie (RCI)

Forme juridique	2014		2015		2016	
	Agents économiques	Établissements	Agents économiques	Établissements	Agents économiques	Établissements
Personne Physique	1 683	1 915	1 759	2 010	1 813	2 081
Société Anonyme Monégasque	1 089	1 210	1 127	1 252	1 117	1 241
Société à Responsabilité Limitée	1 619	1 653	1 838	1 878	2 006	2 052
Société en Commandite Simple	142	150	129	136	115	120
Société Étrangère	173	195	182	107	215	144
Société en Nom Collectif	19	20	19	20	17	18
Total	4 725	5 143	5 054	5 403	5 283	5 656

Sources : Direction de l'Expansion Économique, IMSEE

Définitions

Agent économique : Un agent économique correspond à une structure (une SARL, une SAM, ...) donc à un n° RCI. Un agent économique peut avoir plusieurs établissements.

Établissement : Un établissement correspond à un Numéro d'Identification Statistique.

3. Économie

3.6. Agents économiques

3.6.3. Gouvernance d'entreprises

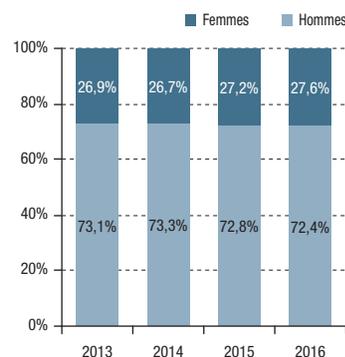
Les données prennent en compte le nombre de personnes en activité au sein des Conseils d'Administration (CA) et des organes de décision des entreprises, inscrites au Répertoire du Commerce et de l'Industrie (RCI) au 31 décembre de chaque année considérée.

► Représentation hommes/femmes

	2013	2014	2015	2016	Hommes	Femmes
Personne Physique	1 617	1 687	1 760	1 815	68,3%	31,7%
Société à Responsabilité Limitée	3 321	3 733	4 266	4 644	69,9%	30,1%
Société Anonyme	3 060	2 968	3 059	3 069	79,4%	20,6%
Société Anonyme à Objet Civil	nd	nd	208	211	71,1%	28,9%
Société en Commandite Simple	357	306	275	238	66,0%	34,0%
Société en Nom Collectif	38	34	32	30	70,0%	30,0%
Société Étrangère	99	151	nd	6	83,3%	16,7%
Total	8 492	8 879	9 600	10 013	72,4%	27,6%

Sources : Direction de l'Expansion Économique, IMSEE

► Évolution de la représentation hommes/femmes



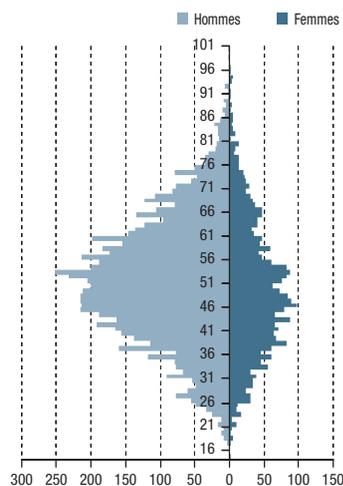
Sources : Direction de l'Expansion Économique, IMSEE

► Personnes en activité selon le sexe et selon les GSA

	2013	2014	2015	2016	Hommes	Femmes
Activités financière et d'assurance	579	684	645	668	85,2%	14,8%
Commerce de gros	1 634	1 737	1 867	1 972	72,7%	27,3%
Commerce de détail	987	984	1 015	1 012	61,8%	38,2%
Hébergement et restauration	409	419	422	415	72,5%	27,5%
Industries manufacturières, extractives et autres	335	360	384	380	76,6%	23,4%
Activités immobilières	501	436	582	669	62,5%	37,5%
Construction	735	746	790	825	79,9%	20,1%
Transport et entreposage	325	323	323	341	83,6%	16,4%
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	1 938	2 060	2 295	2 444	71,9%	28,1%
Autres activités de services	500	538	609	619	64,8%	35,2%
Information et communication	451	499	567	563	79,9%	20,1%
Administration, enseignement, santé et action sociale	98	93	101	105	61,9%	38,1%
Total	8 492	8 879	9 600	10 013	72,4%	27,6%

Sources : Direction de l'Expansion Économique, IMSEE

► Pyramide des âges selon le sexe



Sources : Direction de l'Expansion Économique, IMSEE

► Âge moyen et âge médian selon le sexe

	Ensemble	H	F
Âge moyen	51,7	52,2	50,3
Âge médian	51	52	49

Sources : Direction de l'Expansion Économique, IMSEE

Définitions

Âge moyen : Moyenne de l'âge des individus qui constituent cette population.

Âge médian : Âge qui divise la population en 2 groupes numériquement égaux, la moitié étant plus jeune, et l'autre moitié plus âgée.

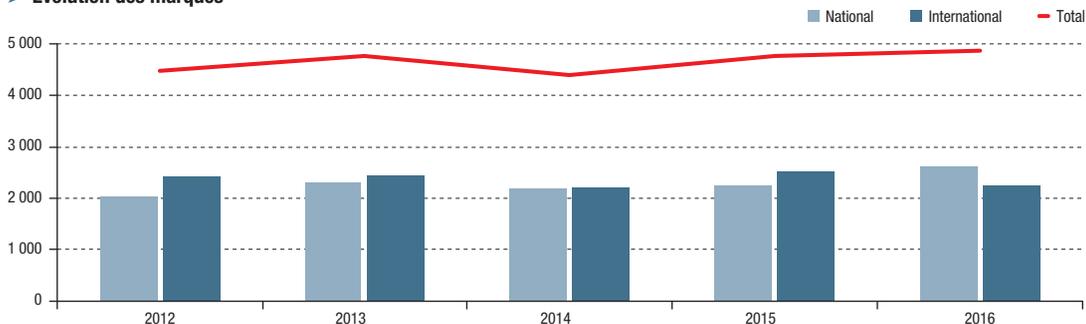
3. Économie

3.6. Agents économiques

3.6.4. Propriété intellectuelle

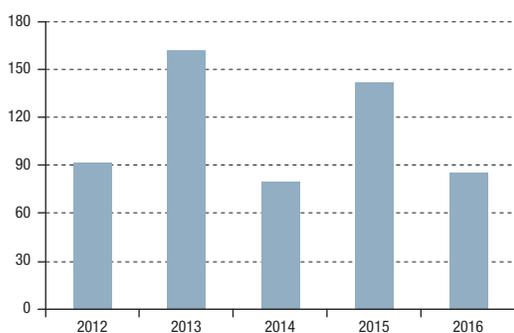
Dossiers gérés par l'Office par domaine

➤ Évolution des marques



Source : Direction de l'Expansion Économique / Division de la Propriété Intellectuelle

➤ Évolution des dessins et modèles



Source : Direction de l'Expansion Économique / Division de la Propriété Intellectuelle

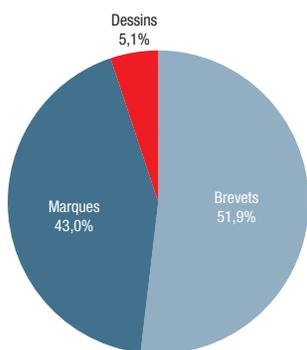
➤ Évolution des brevets



Source : Direction de l'Expansion Économique / Division de la Propriété Intellectuelle

Activité des titres de propriété industrielle en Principauté

➤ Dossiers en vigueur par domaine



Source : Direction de l'Expansion Économique / Division de la Propriété Intellectuelle

Données au 16/01/2017.

3. Économie

3.7. Focus sectoriels

3.7.1. Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien

Le secteur des Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien est l'ensemble des activités professionnelles, scientifiques et techniques spécialisées nécessitant un niveau de formation élevé et apportant des connaissances et compétences spécialisées aux utilisateurs, ainsi que l'ensemble des diverses activités de soutien aux activités générales des entreprises comme par exemple les experts comptables, les notaires, les architectes, les agences de voyage, les agences d'intérim...

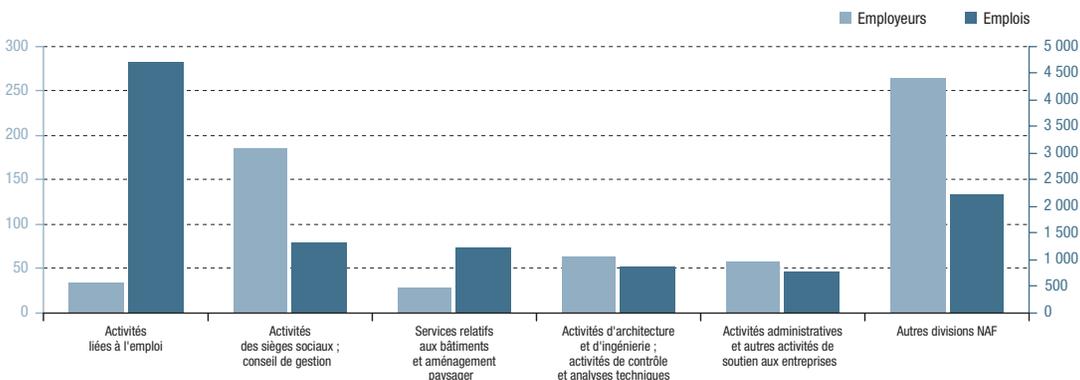
► Nombre d'emplois et d'employeurs selon la division NAF en 2016

	Employeurs		Emplois		Poids
	Nb	Variation 2015-16	Nb	Variation 2015-16	
Activités liées à l'emploi	34	3,0%	4 716	-0,7%	42,2%
Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	186	3,9%	1 327	-1,2%	11,9%
Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	29	7,4%	1 249	4,5%	11,2%
Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques	64	1,6%	863	-9,6%	7,7%
Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	58	9,4%	782	-11,1%	7,0%
Autres divisions NAF	265	2,3%	2 227	2,6%	19,9%
Total Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	636	3,6%	11 164	-1,1%	100%
Total en Principauté	5 842	1,9%	51 200	1,3%	

Source : IMSEE

Unité : million d'euros

► Nombre d'emplois et d'employeurs selon la division NAF en 2016



Source : IMSEE

3. Économie

3.7. Focus sectoriels

3.7.1. Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien

► Poids des Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien dans le PIB

	PIB 2015	Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	Poids
Rémunérations des salariés	2 588,3	453,1	17,5%
Excédent brut d'exploitation	2 356,3	274,6	11,7%
Impôts	697,5	86,6	12,4%
Subventions	-221,8	- 6,2	2,8%
PIB en millions d'euros constants	5 420,3	808,1	14,9%

Source : IMSEE

Unité : million d'euros

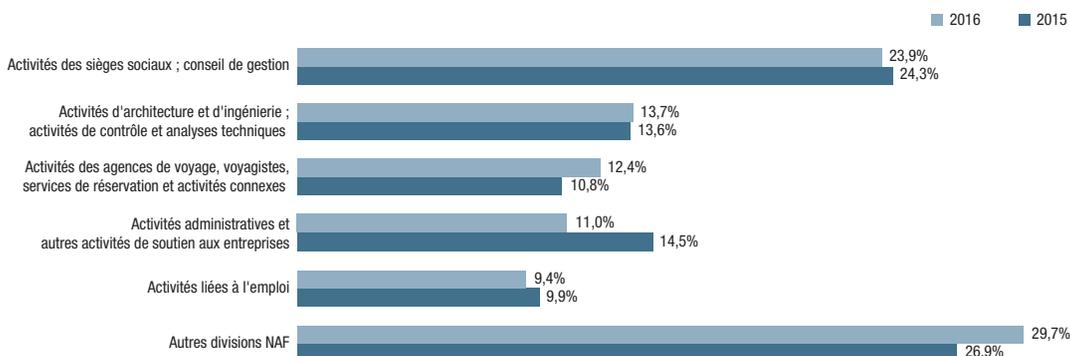
► Évolution du Chiffre d'affaires (CA) selon la division NAF

	2015	2016	Variation
Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	374,5	335,9	-10,3%
Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques	209,5	192,9	-7,9%
Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes	167,0	173,9	4,2%
Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	223,1	155,5	-30,3%
Activités liées à l'emploi	152,2	132,1	-13,2%
Autres divisions NAF	415,5	417,8	0,5%
Total CA Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	1 541,8	1 408,1	-8,7%
CA global de la Principauté hors Activités financières et d'assurance	12 969,6	12 876,1	-0,7%

Source : IMSEE

Unité : million d'euros

► Répartition du CA selon la division NAF



Source : IMSEE

3. Économie

3.7. Focus sectoriels

3.7.2. Commerce de détail

Le Commerce de détail est défini comme la revente (vente sans transformation) au public de biens neufs ou d'occasion. Ce secteur ne comprend donc pas, selon la Nomenclature d'Activités Française (NAF 2008), les restaurants, bars, salons de coiffures, etc... En revanche, en Principauté, le Commerce et la réparation d'automobiles et de motos sont inclus dans le commerce de détail.

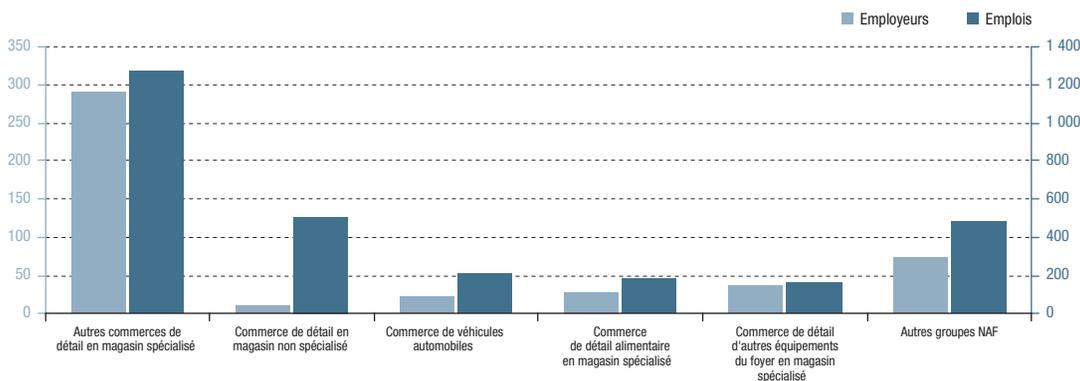
► Nombre d'emplois et d'employeurs selon le groupe NAF en 2016

	Employeurs		Emplois		Poids
	Nb	Variation 2015-16	Nb	Variation 2015-16	
Autres commerces de détail en magasin spécialisé	290	-3,0%	1 273	-3,0%	45,4%
Commerce de détail en magasin non spécialisé	11	0,0%	503	2,4%	18,0%
Commerce de véhicules automobiles	22	0,0%	208	-2,3%	7,4%
Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé	29	-9,4%	178	3,5%	6,4%
Commerce de détail d'autres équipements du foyer en magasin spécialisé	36	2,9%	153	2,7%	5,5%
Autres groupes NAF	72	0,0%	487	-2,8%	17,4%
Total Commerce de détail	460	-2,3%	2 802	-1,3%	100%
Total en Principauté	5 842	1,9%	51 200	1,3%	

Source : IMSEE

Unité : million d'euros

► Nombre d'emplois et d'employeurs selon le groupe NAF en 2016



Source : IMSEE

3. Économie

3.7. Focus sectoriels

3.7.2. Commerce de détail

► Poids du Commerce de détail dans le PIB

	PIB 2015	Commerce de détail	Poids
Rémunérations des salariés	2 588,3	105,2	4,1%
Excédent brut d'exploitation	2 356,3	147,9	6,3%
Impôts	697,5	69,8	10,0%
Subventions	-221,8	- 2,3	1,0%
PIB en millions d'euros constants	5 420,3	320,7	5,9%

Source : IMSEE

Unité : million d'euros

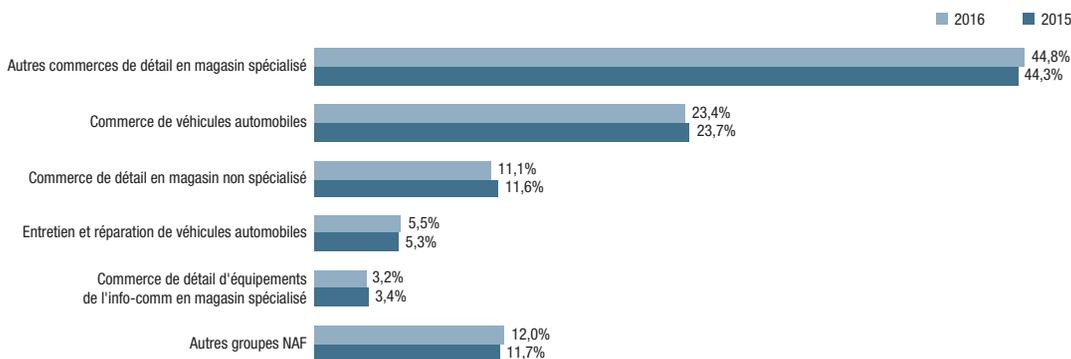
► Évolution du Chiffre d'affaires (CA) selon le groupe NAF

	2015	2016	Variation
Autres commerces de détail en magasin spécialisé	633,7	673,0	6,2%
Commerce de véhicules automobiles	338,7	351,1	3,7%
Commerce de détail en magasin non spécialisé	165,7	167,2	0,9%
Entretien et réparation de véhicules automobiles	76,3	83,0	8,8%
Commerce de détail d'équipements de l'info-comm en magasin spécialisé	48,9	48,7	-0,4%
Autres groupes NAF	166,9	180,1	7,9%
Total CA Commerce de détail	1 430,1	1 503,1	5,1%
CA global de la Principauté hors Activités financières et d'assurance	12 969,6	12 876,1	-0,7%

Source : IMSEE

Unité : million d'euros

► Répartition du CA selon le groupe NAF



Source : IMSEE

3. Économie

3.7. Focus sectoriels

3.7.3. Commerce de gros

Le Commerce de gros ou commerce interentreprises regroupe l'ensemble des entreprises qui achètent et/ou vendent des biens et des services exclusivement à d'autres entreprises ou acheteurs professionnels. Ce secteur comprend le commerce de gros pour compte propre ou pour le compte de tiers (intermédiaires du commerce) et concerne les activités de commerce intérieur ou le commerce de gros international (importation/exportation).

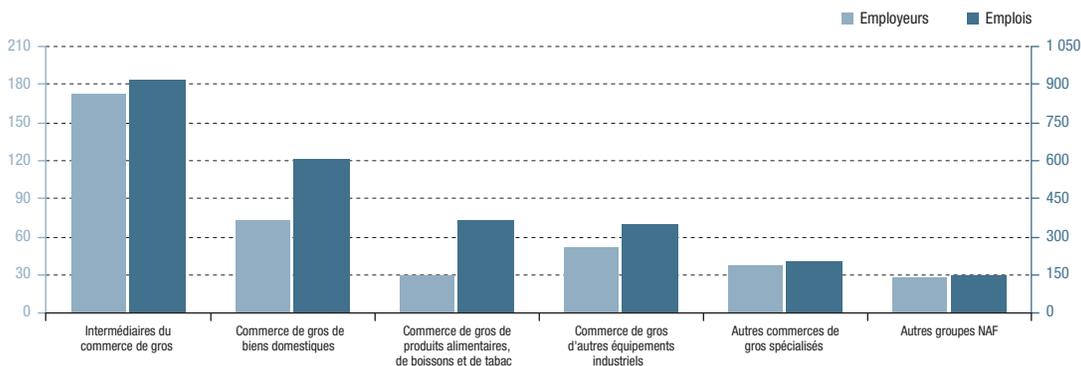
► Nombre d'emplois et d'employeurs selon le groupe NAF en 2016

	Employeurs		Emplois		Poids
	Nb	Variation 2015-16	Nb	Variation 2015-16	
Intermédiaires du commerce de gros	173	8,8%	915	6,0%	35,3%
Commerce de gros de biens domestiques	74	2,8%	604	5,6%	23,3%
Commerce de gros d'autres équipements industriels	30	-3,2%	364	50,4%	14,1%
Commerce de gros de produits alimentaires, de boissons et de tabac	52	-3,7%	352	3,2%	13,6%
Autres commerces de gros spécialisés	37	-9,8%	204	-4,7%	7,9%
Autres groupes NAF	28	-9,7%	150	-18,9%	5,8%
Total Commerce de gros	394	1,5%	2 589	7,1%	100%
Total en Principauté	5 842	1,9%	51 200	1,3%	

Source : IMSEE

Unité : million d'euros

► Nombre d'emplois et d'employeurs selon le groupe NAF en 2016



Source : IMSEE

3. Économie

3.7. Focus sectoriels

3.7.3. Commerce de gros

► Poids du Commerce de gros dans le PIB

	PIB 2015	Commerce de gros	Poids
Rémunérations des salariés	2 588,3	132,4	5,1%
Excédent brut d'exploitation	2 356,3	322,1	13,7%
Impôts	697,5	68,0	9,7%
Subventions	-221,8	- 2,1	0,9%
PIB en millions d'euros constants	5 420,3	520,4	9,6%

Source : IMSEE

Unité : million d'euros

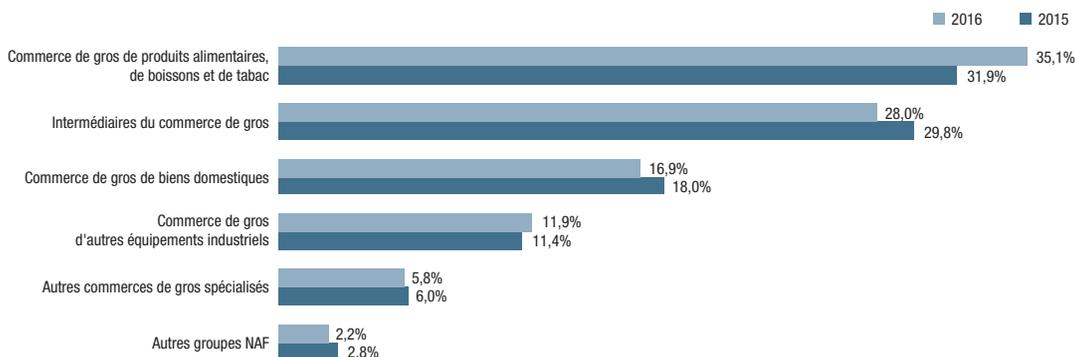
► Évolution du Chiffre d'affaires (CA) selon le groupe NAF

	2015	2016	Variation
Commerce de gros de produits alimentaires, de boissons et de tabac	1 462,8	1 656,3	13,2%
Intermédiaires du commerce de gros	1 369,9	1 321,3	-3,5%
Commerce de gros de biens domestiques	827,0	798,3	-3,5%
Commerce de gros d'autres équipements industriels	525,3	561,7	6,9%
Autres commerces de gros spécialisés	276,1	274,1	-0,7%
Autres groupes NAF	129,2	105,8	-18,1%
Total CA Commerce de gros	4 590,3	4 717,5	2,8%
CA global de la Principauté hors Activités financières et d'assurance	12 969,6	12 876,1	-0,7%

Source : IMSEE

Unité : million d'euros

► Répartition du CA selon le groupe NAF



Source : IMSEE

3. Économie

3.7. Focus sectoriels

3.7.4. Hébergement et restauration

Le secteur Hébergement et restauration comprend la mise à disposition de lieux d'hébergement pour des séjours de courte durée pour des visiteurs ou d'autres voyageurs ainsi que la fourniture de repas complets pour consommation immédiate. Ce secteur ne comprend pas la préparation de repas et de boissons qui ne sont pas destinés à une consommation immédiate ou qui sont vendus par l'intermédiaire de canaux de distribution indépendants, c'est-à-dire par l'intermédiaire d'activités de commerce de gros ou de groupe.

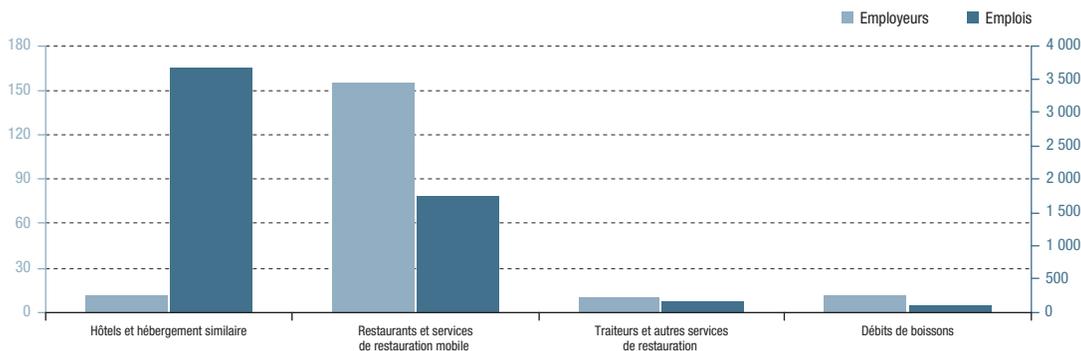
► Nombre d'emplois et d'employeurs selon le groupe NAF en 2016

	Employeurs		Emplois		Poids
	Nb	Variation 2015-16	Nb	Variation 2015-16	
Hôtels et hébergement similaire	11	-8,3%	3 679	-5,4%	64,6%
Restaurants et services de restauration mobile	155	-1,3%	1 741	-0,2%	30,6%
Traiteurs et autres services de restauration	10	0,0%	172	-13,1%	3,0%
Débites de boissons	12	-14,3%	102	-8,1%	1,8%
Total Hébergement et restauration	188	-2,6%	5 694	-4,1%	100%
Total en Principauté	5 842	1,9%	51 200	1,3%	

Source : IMSEE

Unité : million d'euros

► Nombre d'emplois et d'employeurs selon le groupe NAF en 2016



Source : IMSEE

3. Économie

3.7. Focus sectoriels

3.7.4. Hébergement et restauration

► Poids de l'Hébergement et restauration dans le PIB

	PIB 2015	Hébergement et restauration	Poids
Rémunérations des salariés	2 588,3	222,7	8,6%
Excédent brut d'exploitation	2 356,3	89,4	3,8%
Impôts	697,5	47,6	6,8%
Subventions	-221,8	-	-
PIB en millions d'euros constants	5 420,3	359,6	6,6%

Source : IMSEE

Unité : million d'euros

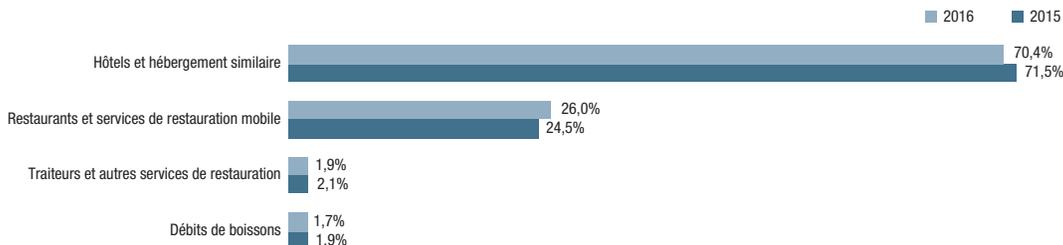
► Évolution du Chiffre d'affaires (CA) selon le groupe NAF

	2015	2016	Variation
Hôtels et hébergement similaire	477,4	451,7	-5,4%
Restaurants et services de restauration mobile	163,2	166,5	2,0%
Traiteurs et autres services de restauration	13,9	12,1	-12,7%
Débites de boissons	13,0	11,0	-15,0%
Total CA Hébergement et restauration	667,4	641,3	-3,9%
CA global de la Principauté hors Activités financières et d'assurance	12 969,6	12 876,1	-0,7%

Source : IMSEE

Unité : million d'euros

► Répartition du CA selon le groupe NAF



Source : IMSEE

3. Économie

3.7. Focus sectoriels

3.7.5. Industries manufacturières, extractives et autres

Les Industries manufacturières, extractives et autres regroupent l'ensemble des activités tournées vers la production en série de biens grâce à la transformation des matières premières ou de matières ayant déjà subi une ou plusieurs transformations et à l'exploitation des sources d'énergie. Ce secteur comprend également la production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau, l'assainissement ainsi que l'artisanat.

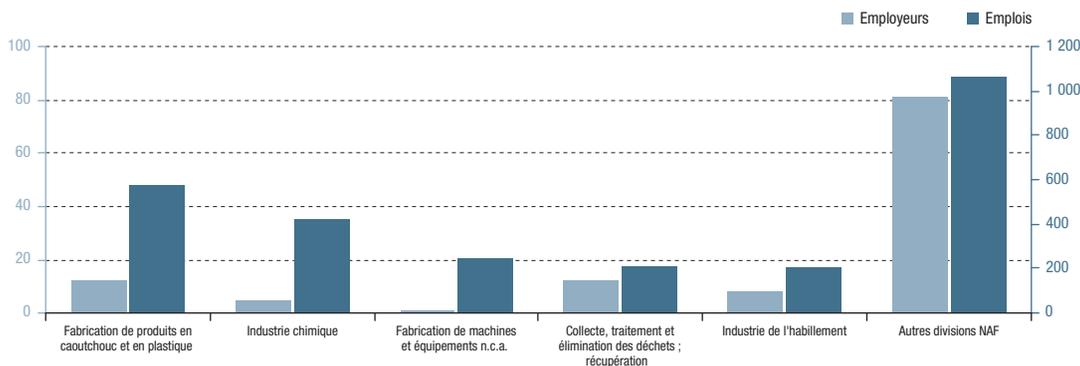
► Nombre d'emplois et d'employeurs selon la division NAF en 2016

	Employeurs		Emplois		Poids
	Nb	Variation 2015-16	Nb	Variation 2015-16	
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	12	9,1%	576	-16,4%	21,2%
Industrie chimique	5	-16,7%	420	0,0%	15,5%
Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération	1	0,0%	241	9,0%	8,9%
Industries alimentaires	12	-20,0%	210	2,4%	7,7%
Industrie de l'habillement	8	0,0%	204	-5,6%	7,5%
Autres divisions NAF	81	-2,4%	1 065	-6,7%	39,2%
Total Industries manufacturières, extractives et autres	119	-4,0%	2 716	-6,1%	100%
Total en Principauté	5 842	1,9%	51 200	1,3%	

Source : IMSEE

Unité : million d'euros

► Nombre d'emplois et d'employeurs selon la division NAF en 2016



Source : IMSEE

3. Économie

3.7. Focus sectoriels

3.7.5. Industries manufacturières, extractives et autres

► Poids de l'Industrie dans le PIB

	PIB 2015	Industries manufacturières, extractives et autres	Poids
Rémunérations des salariés	2 588,3	148,5	5,7%
Excédent brut d'exploitation	2 356,3	93,5	4,0%
Impôts	697,5	24,2	3,5%
Subventions	-221,8	- 3,0	1,3%
PIB en millions d'euros constants	5 420,3	263,2	4,9%

Source : IMSEE

Unité : million d'euros

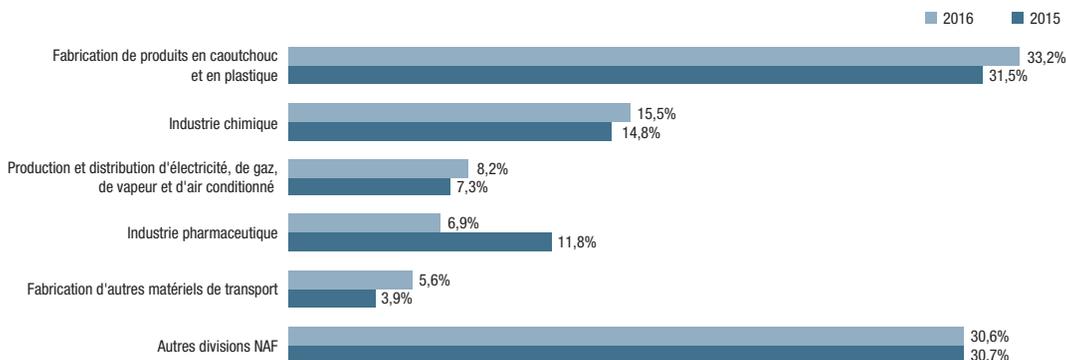
► Évolution du Chiffre d'affaires (CA) selon la division NAF

	2015	2016	Variation
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	303,1	278,2	-8,2%
Industrie chimique	142,2	129,5	-8,9%
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	70,5	69,0	-2,1%
Industrie pharmaceutique	114,1	57,9	-49,3%
Fabrication d'autres matériels de transport	37,4	47,0	25,4%
Autres divisions NAF	295,8	256,1	-13,4%
Total CA Industries manufacturières, extractives et autres	963,2	837,7	-13,0%
CA global de la Principauté hors Activités financières et d'assurance	12 969,6	12 876,1	-0,7%

Source : IMSEE

Unité : million d'euros

► Répartition du CA selon le groupe NAF



Source : IMSEE

3. Économie

3.8. Marché de l'immobilier

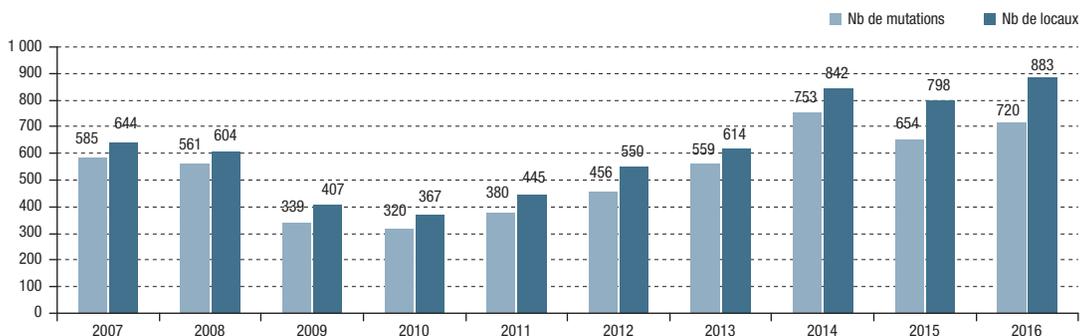
3.8.1. Mutations immobilières

Les mutations portent sur des locaux «anciens» ou considérés comme tels dès lors qu'ils sont sortis du champ d'application de la T.V.A. immobilière (il s'agit en général de locaux dont la date d'achèvement remonte à plus de cinq ans).

► Évolution du nombre de mutations selon la nature des biens

	2012		2013		2014		2015		2016	
	mutations	locaux								
Habitations (proprement dites)	303	340	393	399	542	557	478	499	517	596
Locaux professionnels	38	71	25	37	46	69	40	58	49	65
Chambres de personnels	11	11	17	23	12	12	11	16	15	23
Immeubles	5	5	5	5	12	12	10	10	8	8
Caves	23	28	23	25	41	51	24	29	35	42
Parkings	76	95	96	125	100	141	91	186	96	149
Total	456	550	559	614	753	842	654	798	720	883

Source : Direction des Services Fiscaux



Source : Direction des Services Fiscaux

Définition

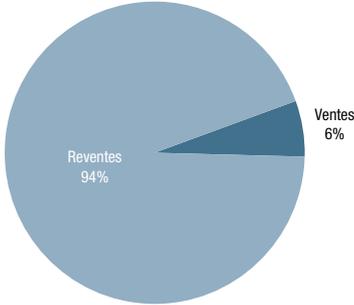
Bien immobilier : Un bien immobilier est un bien qui ne peut être déplacé. Cela peut concerner un terrain nu (c'est-à-dire sans la moindre construction), un bâtiment ou une partie de bâtiment qu'il soit à usage d'habitation, de bureau, de stockage, industriel ou encore à usage mixte.

3. Économie

3.8. Marché de l'immobilier

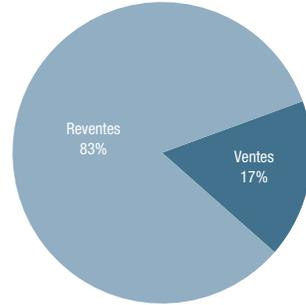
3.8.2. Comparatif entre les ventes et les reventes d'appartements

► Part selon le nombre de transactions en 2016



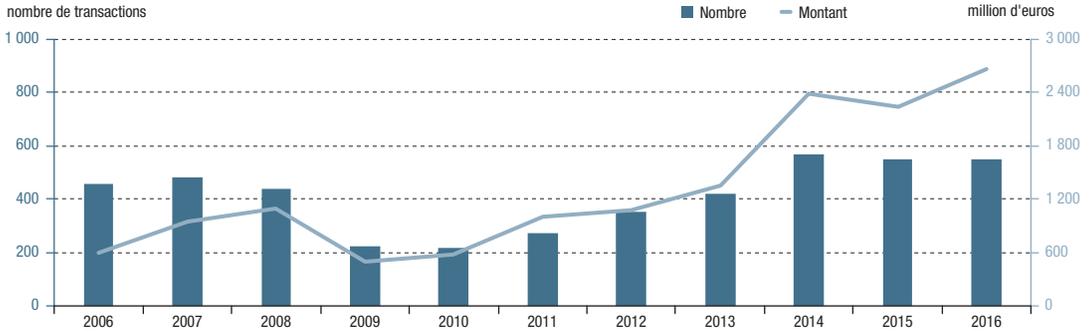
Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

► Part selon le montant des transactions en 2016



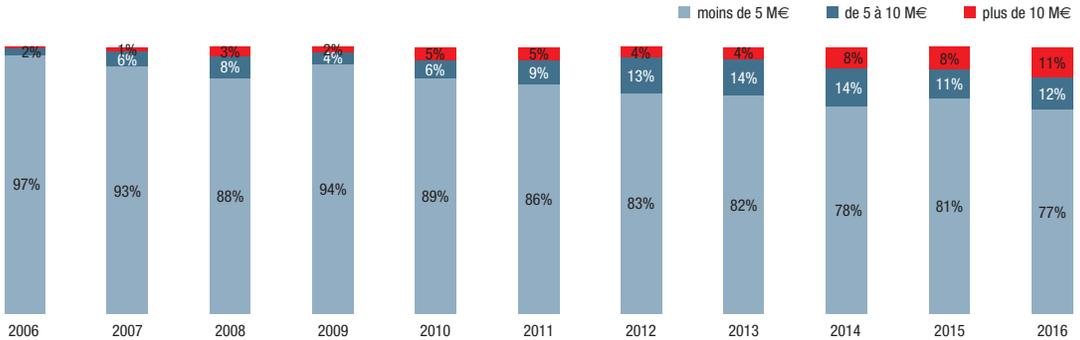
Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

► Évolution du nombre et du montant de transactions (ventes et reventes)



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

► Évolution de la part des transactions selon leur montant



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Définitions

Vente : La notion de vente est basée sur la fiscalité immobilière. En effet, une transaction portant sur un bien immobilier est soumise à la TVA s'il s'agit de la première cession à titre onéreux : c'est une vente. Toutefois, cette première transaction doit avoir lieu dans les cinq ans après l'achèvement du bien. Le nombre de ventes concerne donc les locaux faisant l'objet d'une première cession. Il ne faut pas confondre le nombre de ventes et le nombre de transactions qui lui, fait référence au nombre de mutations, c'est à dire aux actes translatifs de propriété lesquels peuvent concerner un ou plusieurs locaux.

Revente : La deuxième cession d'un bien immobilier, ou la première mais dans un délai supérieur à cinq ans est qualifiée de revente.

3. Économie

3.8. Marché de l'immobilier

3.8.3. Ventes immobilières

➤ Évolution du montant des ventes selon le nombre de pièces

	2012	2013	2014	2015	2016
Studio	1,0	-	2,6	-	-
2 pièces	-	3,3	17,6	63,9	27,1
3 pièces	17,1	16,5	39,6	20,4	19,8
4 pièces	-	-	-	53,6	101,2
5 pièces et +	52,8	120,4	285,6	315,8	305,3
Montant total	70,8	140,2	345,4	453,7	453,5

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

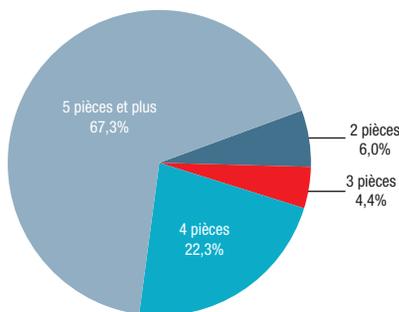
Unité : million d'euros

➤ Évolution du nombre de ventes

	2012	2013	2014	2015	2016
Nombre de ventes	9	15	11	38	33

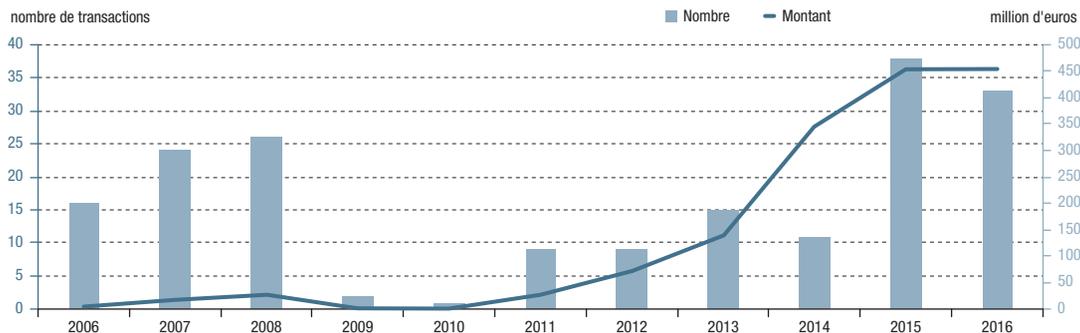
Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

➤ Répartition du montant des transactions selon le type de logement en 2016



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

➤ Évolution du nombre et du montant des ventes



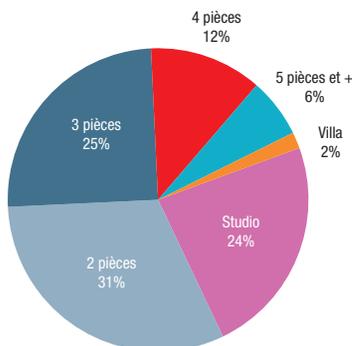
Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

3. Économie

3.8. Marché de l'immobilier

3.8.4. Reventes immobilières

► Répartition du nombre de logements vendus selon le type de logement en 2016

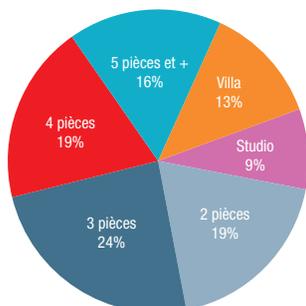


	2012	2013	2014	2015	2016
Studio	73	105	142	138	122
2 pièces	103	126	160	163	163
3 pièces	78	97	139	126	130
4 pièces	52	45	58	36	63
5 pièces et +	34	26	44	36	33
Villa	5	5	12	10	9
Total	345	404	555	509	520

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

► Répartition du montant des transactions selon le type de logement en 2016



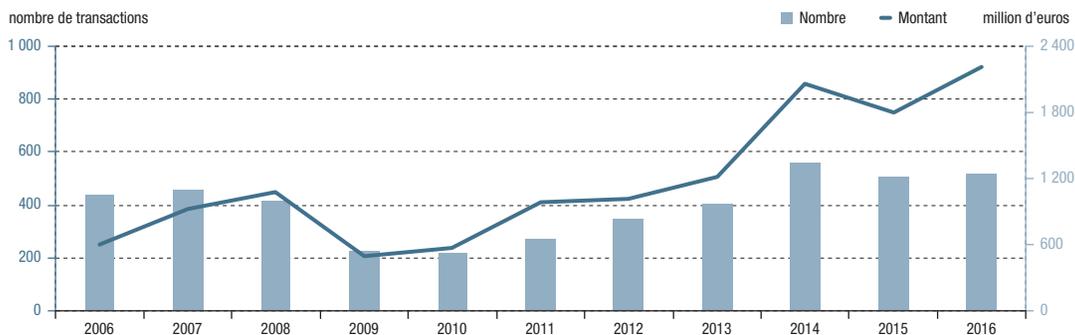
	2012	2013	2014	2015	2016
Studio	84,0	109,6	171,8	200,5	189,4
2 pièces	200,6	244,8	360,9	391,0	419,9
3 pièces	194,8	304,5	493,3	447,0	534,7
4 pièces	262,5	260,0	366,3	237,1	423,3
5 pièces et +	250,8	279,6	481,7	311,8	365,3
Villa	20,6	17,5	178,7	205,6	280,0
Total	1 013,3	1 216,1	2 052,8	1 793,0	2 212,7

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Unité : million d'euros

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

► Évolution du nombre et du montant des reventes



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

3. Économie

3.8. Marché de l'immobilier

3.8.5. Prix moyen

► Évolution du prix moyen au m²

	Prix moyen au m ² (1)
2006	14 784
2007	20 066
2008	28 195
2009	24 538
2010	28 173
2011	31 260
2012	29 791
2013	31 750
2014	37 179
2015	36 001
2016	41 420
Évolution 2015-16	15,1%
Évolution 2006-16	180,2%

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Unité : euro



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Unité : euro

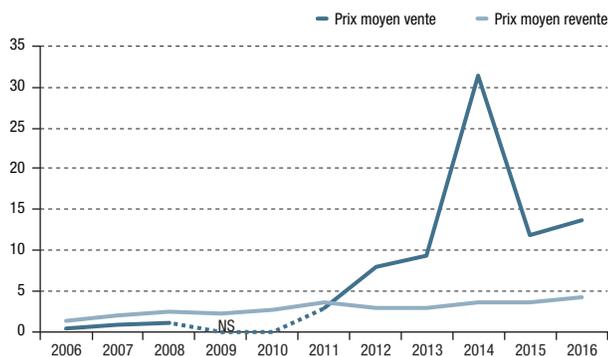
Entre 2006 et 2016, le prix moyen d'une vente a été multiplié par 37. Sur la même période dans l'ancien, le prix moyen a été multiplié par 3.

► Evolution du prix moyen selon le type de transactions

	Prix moyen vente	Prix moyen revente
2006	0,4	1,4
2007	0,8	2,0
2008	1,0	2,6
2009	NS ⁽²⁾	2,2
2010	NS ⁽²⁾	2,7
2011	2,9	3,7
2012	7,9	2,9
2013	9,3	3,0
2014	31,4	3,7
2015	11,9	3,5
2016	13,7	4,3

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Unité : million d'euros



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Unité : million d'euros

(1) Dont la superficie est connue.

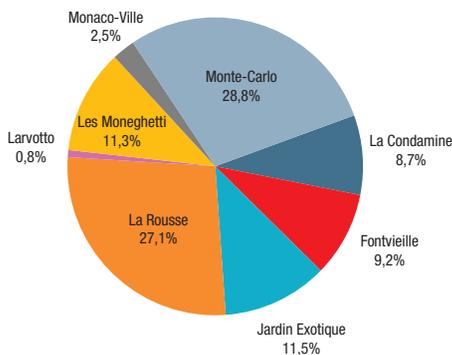
(2) Données non significatives (NS).

3. Économie

3.8. Marché de l'immobilier

3.8.6. Reventes immobilières par quartier

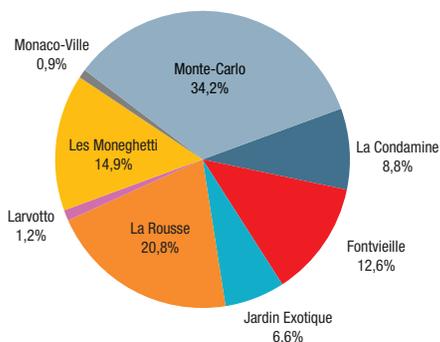
► Répartition du nombre de reventes par quartier en 2016



	2012	2013	2014	2015	2016
La Condamine	23	34	41	42	45
Fontvieille	21	55	58	45	48
Jardin Exotique	32	45	59	51	60
La Rousse	117	106	130	⁽¹⁾ 163	141
Larvotto	3	3	4		4
Les Moneghetti	26	21	39	33	59
Monaco-Ville	14	12	26	16	13
Monte-Carlo	109	128	198	159	150
Total	345	404	555	509	520

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

► Répartition du montant des reventes par quartier en 2016



	2012	2013	2014	2015	2016
La Condamine	50,7	83,1	128,7	189,0	195,4
Fontvieille	58,7	229,0	285,4	189,9	279,3
Jardin Exotique	39,7	107,8	111,3	131,7	146,2
La Rousse	417,4	263,2	383,8	⁽¹⁾ 532,1	459,4
Larvotto	17,0	46,1	58,1		25,7
Les Moneghetti	53,5	40,2	107,1	150,4	329,4
Monaco-Ville	20,2	25,8	136,0	25,6	21,0
Monte-Carlo	356,1	420,9	842,5	574,2	756,2
Total	1 013,3	1 216,1	2 052,8	1 793,0	2 212,7

Unité : million d'euros

Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

► Répartition du montant et du nombre des reventes par quartier en 2016



Sources : Direction des Services Fiscaux, IMSEE

Unité : million d'euros

⁽¹⁾ Données regroupées pour les quartiers La Rousse et Larvotto.

3. Économie

3.9. Tourisme

3.9.1. Secteur hôtelier

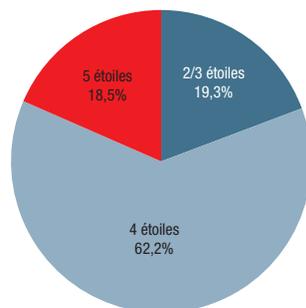
Les données, sauf mention contraire, concernent l'année 2016.
L'Hôtel de Paris est fermé pour travaux durant les années 2015-16.

► Capacité hôtelière selon la catégorie

	Nombre d'hôtels	Nombre de chambres	Nombre de lits	Nuitées chambres disponibles	Nuitées chambres occupées
2/3 étoiles	5	473	946	173 118	126 547
4 étoiles	4	1 383	3 049	506 178	331 343
5 étoiles	3	444	906	157 304	95 907
Total	12	2 300	4 901	836 600	553 797

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

► Répartition du nombre de lits selon la catégorie en 2016



Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès

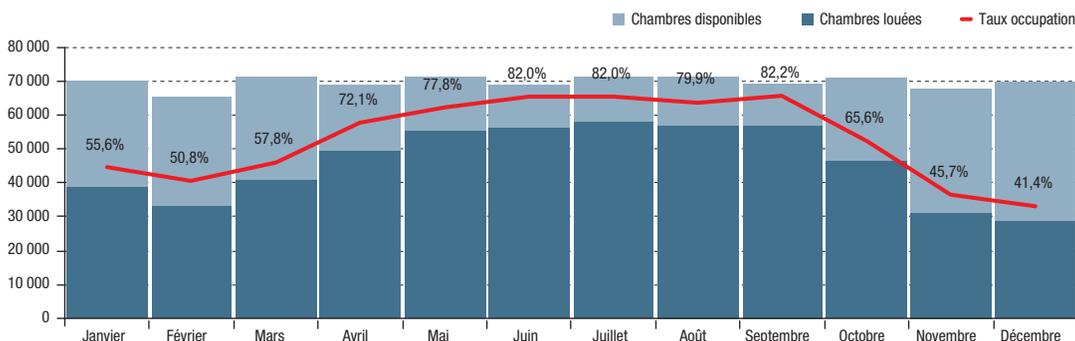
► Taux occupation des hôtels selon le mois et la catégorie en 2016

	2/3 étoiles	4 étoiles	5 étoiles	Total	Écart 2015-16
Janvier	69,5%	54,3%	43,7%	55,6%	3,6
Février	63,4%	48,0%	45,6%	50,8%	-4,1
Mars	64,7%	57,5%	51,3%	57,8%	3,1
Avril	76,2%	74,0%	61,7%	72,1%	3,5
Mai	80,3%	77,8%	75,3%	77,8%	0,4
Juin	85,0%	83,2%	75,0%	82,0%	-2,9
Juillet	88,1%	82,7%	73,3%	82,0%	-3,1
Août	84,1%	78,2%	80,6%	79,9%	-9,5
Septembre	82,9%	83,2%	78,2%	82,2%	-1,5
Octobre	72,6%	64,9%	60,0%	65,6%	-2,9
Novembre	59,6%	43,0%	38,7%	45,7%	0,0
Décembre	50,5%	38,4%	41,0%	41,4%	-2,6
Annuel	73,1%	65,5%	61,0%	66,2%	-1,4

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

Unité : nuitée chambre

► Occupation des hôtels selon le mois en 2016



Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

Définitions

Nuitées chambres : Nombre de nuits consécutives passées dans une unité d'hébergement (chambre d'hôtel). Exemple : deux personnes séjournant trois nuits dans un hôtel comptent pour 6 nuitées personnes, 2 arrivées et 3 nuitées chambres.

Taux occupation : Rapport entre le nombre de chambres disponibles et le nombre de chambres occupées.

3. Économie

3.9. Tourisme

3.9.1. Secteur hôtelier

► Évolution des arrivées et nuitées selon le mois

	Arrivées 2015	Arrivées 2016	Évolution 2015-16
Janvier	19 444	21 344	9,8%
Février	19 373	18 774	-3,1%
Mars	23 788	28 053	17,9%
Avril	31 841	29 998	-5,8%
Mai	31 158	32 441	4,1%
Juin	37 606	36 829	-2,1%
Juillet	40 202	39 741	-1,1%
Août	37 896	35 672	-5,9%
Septembre	34 722	34 045	-2,0%
Octobre	29 040	30 497	5,0%
Novembre	20 981	20 015	-4,6%
Décembre	22 003	20 739	-5,7%
Total	348 056	348 148	0,0%

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

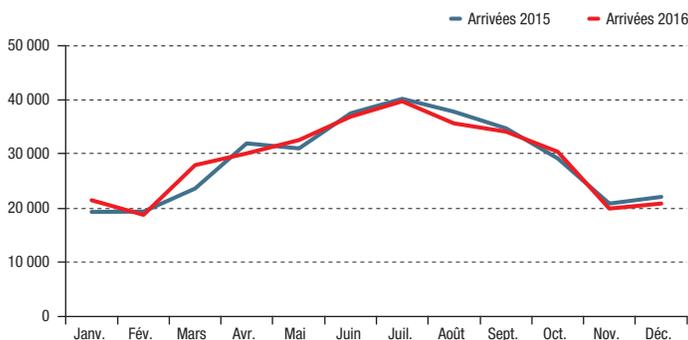
Unité : arrivée personne

	Nuitées 2015	Nuitées 2016	Évolution 2015-16
Janvier	52 508	56 031	6,7%
Février	47 129	47 003	-0,3%
Mars	54 965	62 804	14,3%
Avril	76 568	77 495	1,2%
Mai	86 967	88 178	1,4%
Juin	92 003	89 821	-2,4%
Juillet	109 341	108 203	-1,0%
Août	117 563	107 950	-8,2%
Septembre	87 645	87 241	-0,5%
Octobre	73 031	71 270	-2,4%
Novembre	46 280	46 034	-0,5%
Décembre	50 274	46 435	-7,6%
Total	894 274	888 467	-0,6%

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

Unité : nuitée personne

► Saisonnalité des arrivées



Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

Unité : arrivée personne

► Durée moyenne de séjour selon le mois en 2016

	Durée moyenne de séjour
Janvier	2,6
Février	2,5
Mars	2,2
Avril	2,6
Mai	2,7
Juin	2,4
Juillet	2,7
Août	3,0
Septembre	2,6
Octobre	2,3
Novembre	2,3
Décembre	2,2
Total	2,6

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

Unité : jour

Définitions

Arrivées personnes : Nombre de personnes qui passent une ou plusieurs nuits consécutives dans un hébergement.

Nuitées personnes : Nombre de nuits consécutives passées par une personne dans un hébergement. Exemple : deux personnes séjournant trois nuits dans un hôtel comptent pour 6 nuitées personnes, 2 arrivées et 3 nuitées chambres.

Durée moyenne de séjour : Rapport entre les arrivées et les nuitées, exprimé en jours.

3. Économie

3.9. Tourisme

3.9.1. Secteur hôtelier

► Saisonnalité des arrivées selon la nationalité

	France et Monaco	Autres Étrangers
Janvier	6 708	14 637
Février	6 542	12 232
Mars	8 223	19 830
Avril	6 592	23 406
Mai	7 283	25 159
Juin	5 299	31 530
Juillet	6 097	33 644
Août	7 212	28 459
Septembre	6 630	27 415
Octobre	9 127	21 371
Novembre	6 537	13 478
Décembre	6 772	13 968
Total	83 021	265 127

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

Unité : arrivée personne

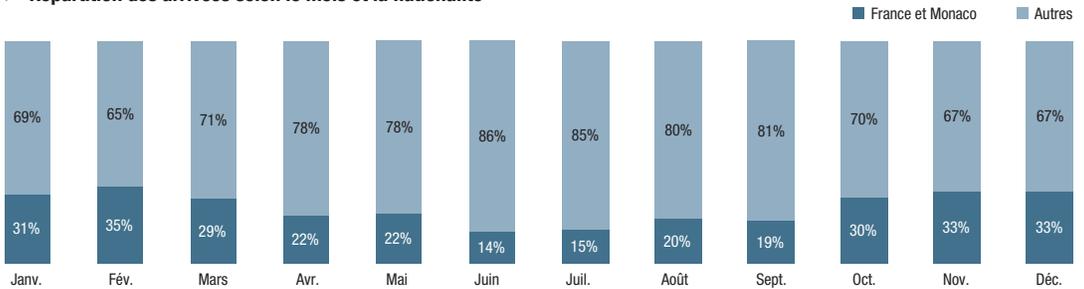
► Classement des arrivées selon le pays d'origine en 2016

Pays	Arrivées	Poids
France	78 730	23%
Italie	47 521	14%
Grande Bretagne	41 605	12%
USA	29 778	9%
Suisse	14 031	4%
Allemagne	13 905	4%
Russie	12 353	4%
Belgique	6 996	2%
Australie	6 926	2%
Canada	5 668	2%
Chine	5 629	2%
Espagne	5 310	2%
Pays Bas	5 283	2%
Monaco	4 291	1%
Suède	3 337	1%

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

Unité : arrivée personne

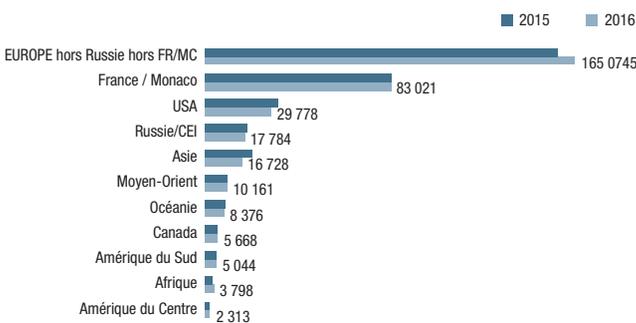
► Répartition des arrivées selon le mois et la nationalité



Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

Unité : arrivée personne

► Évolution des arrivées selon la zone géographique



Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

Unité : arrivée personne

► Durée moyenne de séjour selon la zone géographique en 2016

Zone géographique	Durée Moyenne de séjour
France / Monaco	2,0
Océanie	2,2
Amérique du centre	2,3
Asie	2,4
Canada	2,4
Usa	2,6
EUROPE hors Russie hors FR/MC	2,6
Afrique	3,0
Amérique du sud	3,1
Moyen orient	3,2
Russie/CEI	3,8
Total	2,6

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès, IMSEE

Unité : jour

Définitions

Arrivées personnes : Nombre de personnes qui passent une ou plusieurs nuits consécutives dans un hébergement. Une arrivée équivaut à un séjour.

Nuitées personnes : Nombre de nuits consécutives passées par une personne dans un hébergement. Exemple : deux personnes séjournant trois nuits dans un hôtel comptent pour 6 nuitées personnes, 2 arrivées et 3 nuitées chambres.

Durée moyenne de séjour : Rapport entre les arrivées et les nuitées, exprimée en jours.

3. Économie

3.9. Tourisme

3.9.2. Tourisme d'affaires

► Évolution de la part des nuitées affaires

	Nombre de congrès et de réunions	Nuitées chambre Affaires
2012	714	160 702
2013	551	160 791
2014	436	149 662
2015	384	127 938
2016	550	130 162

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès

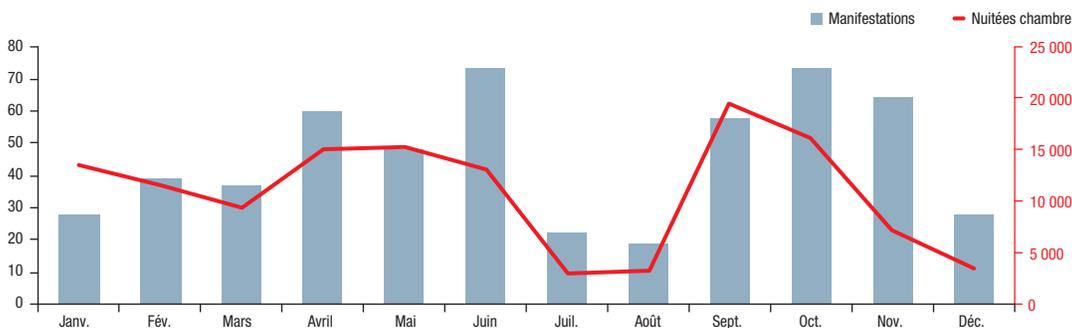
► Évolution de la part des nuitées affaires

	2015	2016	Var 2015-16
Janvier	24	28	16,7%
Février	28	39	39,3%
Mars	35	37	5,7%
Avril	29	60	106,9%
Mai	33	48	45,5%
Juin	54	73	35,2%
Juillet	23	22	-4,3%
Août	15	19	26,7%
Septembre	42	58	38,1%
Octobre	37	73	97,3%
Novembre	39	64	64,1%
Décembre	25	28	12,0%
Total	384	549	43,0%

	2015	2016	Var 2015-16
Janvier	12 021	13 429	11,7%
Février	11 884	11 588	-2,5%
Mars	11 372	9 308	-18,1%
Avril	14 818	15 138	2,2%
Mai	8 455	15 269	80,6%
Juin	15 992	12 983	-18,8%
Juillet	3 370	2 977	-11,7%
Août	4 043	3 152	-22,0%
Septembre	19 960	19 486	-2,4%
Octobre	14 702	16 139	9,8%
Novembre	7 057	7 133	1,1%
Décembre	4 264	3 560	-16,5%
Total	127 938	130 162	1,7%

Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès

► Saisonnalité du tourisme d'affaires dans les hôtels en 2016



Sources : Hôtels, Direction du Tourisme et des Congrès

Définition

Nuitées chambres : Nombre de nuits consécutives passées dans une nuitée d'hébergement (chambre d'hôtel). Exemple : deux personnes séjournant trois nuits dans un hôtel comptent pour 6 nuitées personnes, 2 arrivées et 3 nuitées chambres.

3. Économie

3.9. Tourisme

3.9.2. Tourisme d'affaires

► Structures d'accueil selon leur capacité et leur surface

Établissements	Capacités d'accueil maximales	
	(en nombre de personnes)	Surfaces totales (en m ²)
Grimaldi Forum ⁽¹⁾ dont :	3 000 / 4 000	35 000
Esplanade	n.d.	1 665
Hall - Verrière	n.d.	1 610
Salles de Réunions - Auditoriums	3 005	1 605
Salles de Commissions	1 911	3 312
Espaces d'exposition	n.d.	11 116
Espaces de restauration	1 000	1 180
Espace Fontvieille (chapiteau et extensions)	2 530	4 000
Centre de Rencontres Internationales (C.R.I.) - Foyer	300	120
Espace Léo Ferré	1 900	1 400
Sporting Monte Carlo (uniquement spectacles) ⁽²⁾	1 650	1 563
Le Salon Bellevue ⁽³⁾	350	495
Technopôle	70	190

Sources : Direction des Affaires Culturelles, Grimaldi Forum, Monte-Carlo Festivals, Salle du Canton, S.B.M.

En complément des infrastructures de congrès, de nombreux hôtels (Fairmont Monte Carlo, Métropole Monte Carlo, Méridien Beach Plaza, Monte Carlo Bay, Columbus...) mettent à la disposition de leurs clients des espaces aménagés pour des congrès, séminaires, et autres événements.

3.9.3. Classement des restaurants

Les restaurants de la Principauté sont classés dans l'une des catégories indiquées dans le tableau ci-dessous, exprimées par un nombre de losanges, et tenant compte, exclusivement, des critères suivants : niveau de confort de l'établissement, qualification du personnel, maintenance en parfait état des installations techniques, du matériel de cuisine et du mobilier des salles et terrasses.

► Nombre de restaurants selon leur classement

Catégories	Nombre de restaurants
1 Losange	12
2 Losanges	32
3 Losanges	27
4 Losanges	15
5 Losanges	11
5 Losanges Luxe	5
Total	102

Source : Direction de l'Expansion Économique

3.9.4. Croisières

► Saisonnalité des passagers en croisière selon la catégorie en 2016

	Janv.	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
Contemporain										149	1 393	774	2 316
Premium				14 532	5 177	16 140	18 516	17 904	18 111	13 549	4 020		107 949
Luxe	1 526	1 663	912	5 789	3 968	7 530	7 452	10 522	9 748	17 016	5 259	899	72 284
Total	1 526	1 663	912	20 321	9 145	23 670	25 968	28 426	27 859	30 714	10 672	1 673	182 549

Sources : Société d'Exploitation des Ports de Monaco, Direction du Tourisme et des Congrès

⁽¹⁾ Le Grimaldi Forum dispose de trois salles de réunion (la Salle des Princes, la Salle Prince Pierre et la Salle Camille Blanc), de onze salles de commissions, six espaces d'exposition (Espace Ravel, Espace Diaghilev, Esplanade Princesse Grace, la Grande Verrière, les foyers des auditoriums et des salles de commissions).

⁽²⁾ Le Sporting Monte-Carlo dispose de deux salles : la Salle des Étoiles et la Salle des Palmiers.

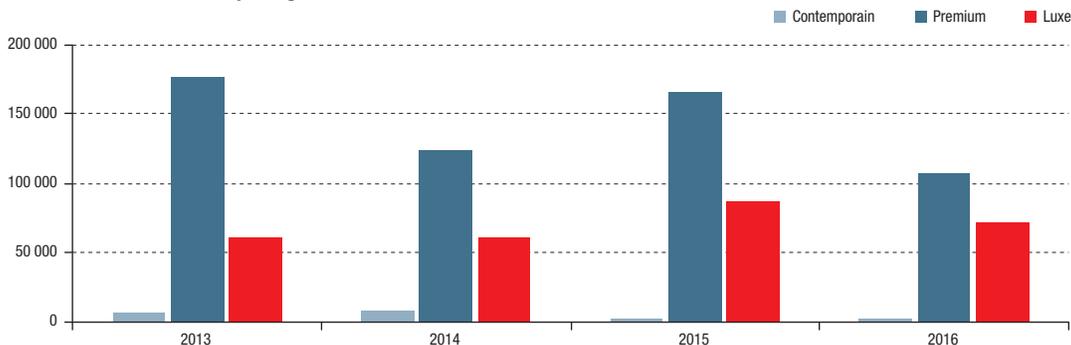
⁽³⁾ Le Salon Bellevue, situé au 1^{er} étage du Café de Paris, offre la possibilité de se restaurer.

3. Économie

3.9. Tourisme

3.9.4. Croisières

► Évolution du nombre de passagers en croisière



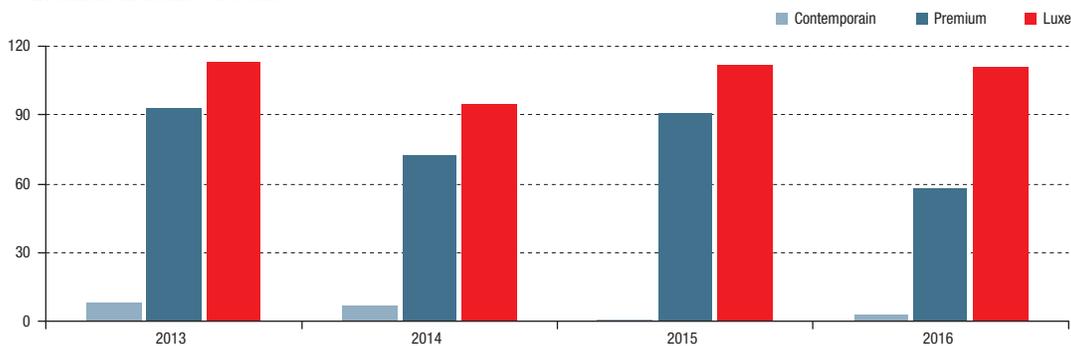
Sources : Société d'Exploitation des Ports de Monaco, Direction du Tourisme et des Congrès

► Saisonnalité des escales selon la catégorie en 2016

	Janv.	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
Contemporain										1	1	1	3
Premium				8	8	7	9	8	9	7	2		58
Luxe	2	2	1	10	17	10	12	13	14	22	7	1	111
Total	2	2	1	18	25	17	21	21	23	30	10	2	172

Sources : Société d'Exploitation des Ports de Monaco, Direction du Tourisme et des Congrès

► Évolution du nombre d'escales



Sources : Société d'Exploitation des Ports de Monaco, Direction du Tourisme et des Congrès

► Évolution de l'origine des croisiéristes

	2012	2013	2014	2015	2016
Union européenne (UE)	98 240	122 325	97 001	157 641	89 023
USA et Canada	99 625	88 082	70 465	71 172	70 454
Afrique, Asie et Océanie	20 712	21 636	19 478	19 448	15 823
Europe hors UE	7 320	8 420	4 470	4 203	3 151
Amériques du Sud et Centrale	6 814	4 844	3 807	3 495	4 098
Total	232 711	245 307	195 221	255 959	182 549

Sources : Société d'Exploitation des Ports de Monaco, Direction du Tourisme et des Congrès

3. Économie

3.10. Commerce Extérieur

3.10.1. Échanges commerciaux

Compte-tenu de l'Union Douanière entre la France et la Principauté de Monaco, les échanges de biens et services entre les deux pays ne font pas l'objet de formalités douanières. Les données présentées concernent UNIQUEMENT les échanges entre la Principauté de Monaco et le reste du monde, **hors France**.

Après la forte hausse de 2013 (+45 %), le volume total des échanges commerciaux se maintient depuis à un niveau très élevé et se rapproche des 2,2 milliards d'euros (+7,5 %).

En 2016, le chiffre d'affaires de la Principauté, hors Activités financières et d'assurance, est en recul (-1,2 %) par rapport à 2015. Toutefois, certains secteurs progressent comme le Commerce de gros et celui de détail.

Les importations comme les exportations progressent en 2016 mais le déficit de la balance commerciale se creuse (-381 M€). Les exportations représentent 7,1 % du CA global de la Principauté hors Activités financières et d'assurance.

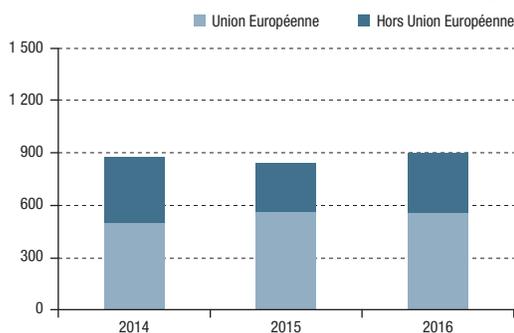
► Évolution des échanges

	Exportations et livraisons	% export UE	Importations et acquisitions	% import UE
2014	872,2	57,6%	1 119,0	63,2%
2015	842,6	66,7%	1 196,7	59,0%
2016	905,8	61,8%	1 287,2	55,0%

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

Unité : million d'euros

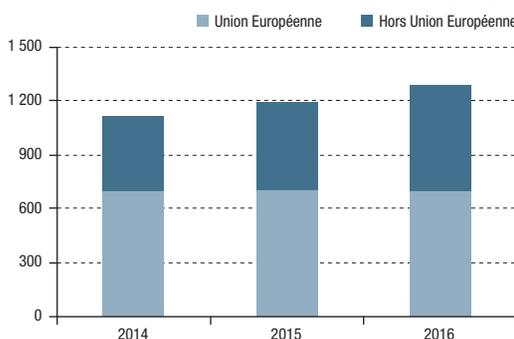
► Évolution du montant des exportations selon l'origine géographique



Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

Unité : million d'euros

► Évolution du montant des importations selon l'origine géographique



Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

Unité : million d'euros

3. Économie

3.10. Commerce Extérieur

3.10.2. Échanges commerciaux par types de produits (A17)

► Évolution des exportations par type de produits

Code Export	2015	2016	Variation	Évol	Poids
C5 Fabrication d'autres produits industriels	451,0	523,4	↗	16,0%	57,8%
C3 Fab. d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fab. de machines	102,2	117,1	↗	14,6%	12,9%
C4 Fabrication de matériels de transport	124,2	117,1	↘	-5,8%	12,9%
C1 Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	93,8	100,5	↗	7,2%	11,1%
AZ Agriculture, sylviculture et pêche	27,3	22,0	↘	-19,3%	2,4%
RU Autres activités de services	27,6	12,4	↘	-55,1%	1,4%
JZ Information et communication	8,2	8,7	↗	6,0%	1,0%
DE Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	7,4	4,5	↘	-38,6%	0,5%
C2 Cokéfaction et raffinage	0,9	0,1	↘	-85,7%	0,0%
MN Activités scientifiques et techniques - services administratifs et de soutien	0,0	0,0	-	-	0,0%
Total	842,6	905,8	↗	7,5%	100%

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

Unité : million d'euros

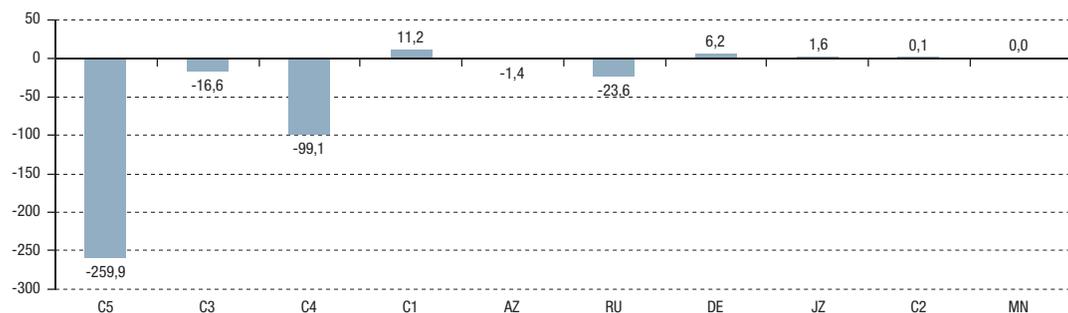
► Évolution des importations par type de produits

Code Import	2015	2016	Variation	Évol	Poids
C5 Fabrication d'autres produits industriels	712,8	783,3	↗	9,9%	60,9%
C4 Fabrication de matériels de transport	120,2	216,2	↗	79,9%	16,8%
C3 Fab. d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fab. de machines	112,7	133,7	↗	18,6%	10,4%
C1 Fab. de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	132,6	89,3	↘	-32,7%	6,9%
RU Autres activités de services	79,4	36,0	↘	-54,6%	2,8%
AZ Agriculture, sylviculture et pêche	31,5	23,4	↘	-25,6%	1,8%
JZ Information et communication	4,0	2,9	↘	-27,4%	0,2%
DE Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	3,5	2,5	↘	-29,3%	0,2%
C2 Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	↗	23,4%	0,0%
MN Activités scientifiques et techniques - services administratifs et de soutien	0,0	0,0	↗	172,7%	0,0%
Total	1 196,7	1 287,3	↗	7,6%	100%

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

Unité : million d'euros

► Balance commerciale selon le type de produits en 2016



Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

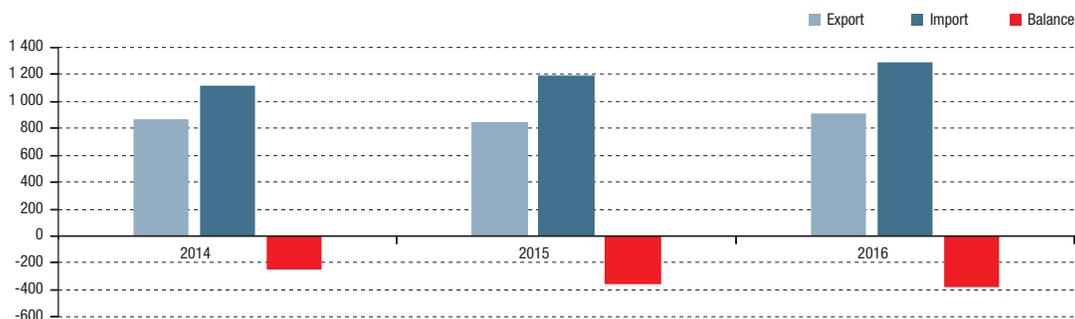
Unité : million d'euros

3. Économie

3.10. Commerce Extérieur

3.10.3. Balance commerciale

► Évolution de la balance commerciale



Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

Unité : million d'euros

► Balance commerciale 2014

	Exportations	Importations	Balance	Taux de couverture
UE ⁽¹⁾	502,3	707,4	-205,1	71,0%
Hors UE	369,9	411,6	-41,6	89,9%
Total	872,2	1 119,0	-246,7	78,0%

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

Unité : million d'euros

► Balance commerciale 2015

	Exportations	Importations	Balance	Taux de couverture
UE ⁽¹⁾	562,1	706,2	-144,2	79,6%
Hors UE	280,5	490,4	-209,9	57,2%
Total	842,6	1 196,7	-354,1	70,4%

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

Unité : million d'euros

► Balance commerciale 2016

	Exportations	Importations	Balance	Taux de couverture
UE ⁽¹⁾	559,5	707,7	-148,2	79,1%
Hors UE	346,4	579,5	-233,2	59,8%
Total	905,8	1 287,2	-381,4	70,4%

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

Unité : million d'euros

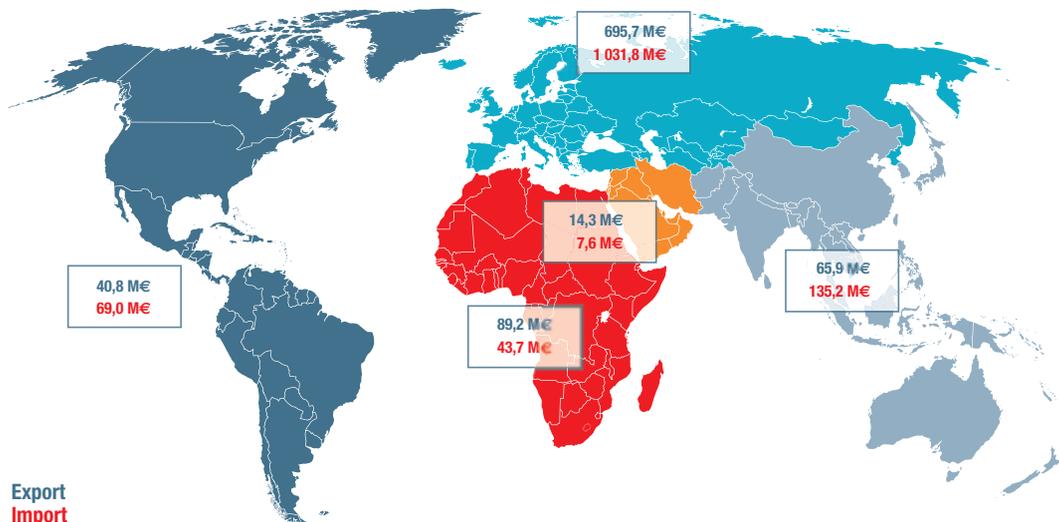
⁽¹⁾ UE à 28 hors France

3. Économie

3.10. Commerce Extérieur

3.10.4. Échanges commerciaux par zone géographique

► Répartition géographique des échanges commerciaux



Export
Import

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

► Évolution des exportations selon les zones géographiques

Exportations	2014	2015	2016	Poids
Europe	620,1	643,0	695,7	76,8%
Afrique	92,4	88,8	89,2	9,9%
Asie	53,1	56,4	65,9	7,3%
Amérique	32,3	32,2	40,8	4,5%
Proche et Moyen-Orient	74,3	22,1	14,3	1,6%
Total	872,2	842,6	905,8	100%

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

Unité : million d'euros

► Évolution des importations selon les zones géographiques

Importations	2014	2015	2016	Poids
Europe	877,2	887,7	1 031,8	80,2%
Asie	117,2	132,8	135,2	10,5%
Amérique	78,4	123,7	69,0	5,4%
Afrique	40,9	46,5	43,7	3,4%
Proche et Moyen-Orient	5,2	6,0	7,6	0,6%
Total	1 119,0	1 196,7	1 287,2	100%

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

Unité : million d'euros

3. Économie

3.10. Commerce Extérieur

3.10.5. Échanges commerciaux par pays

► Classement des 20 premiers clients

	2015	Poids	2016	Poids	Variation
Allemagne	119,6	14,2%	128,6	14,2%	7,6%
Suisse	67,6	8,0%	118,4	13,1%	75,3%
Italie	105,1	12,5%	107,1	11,8%	1,9%
Royaume-Uni	97,2	11,5%	70,3	7,8%	-27,7%
Belgique	51,0	6,1%	58,9	6,5%	15,4%
Espagne	50,1	5,9%	50,6	5,6%	1,0%
Hong Kong	36,7	4,4%	46,0	5,1%	25,5%
États-Unis (EUAN)	22,6	2,7%	29,4	3,2%	30,1%
Pays-Bas	29,9	3,6%	27,9	3,1%	-7,0%
Pologne	22,2	2,6%	20,5	2,3%	-7,5%
Tunisie	15,0	1,8%	17,3	1,9%	15,3%
Portugal	9,0	1,1%	14,3	1,6%	59,7%
Côte-d'Ivoire	7,5	0,9%	11,8	1,3%	57,8%
Suède	10,9	1,3%	10,7	1,2%	-1,7%
Gabon	9,2	1,1%	8,5	0,9%	-8,1%
Congo	7,1	0,8%	8,4	0,9%	19,1%
Algérie	10,3	1,2%	7,9	0,9%	-23,3%
Irlande	1,3	0,2%	7,6	0,8%	466,7%
Grèce	7,9	0,9%	7,3	0,8%	-7,6%
Autriche	8,5	1,0%	7,0	0,8%	-17,1%
Autres	154,0	18,3%	147,4	16,3%	-4,3%
Total	842,6	100%	905,8	100%	7,5%

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

Unité : million d'euros

► Classement des 20 premiers fournisseurs

	2015	Poids	2016	Poids	Variation
Italie	324,9	27,2%	299,6	23,3%	-7,8%
Suisse	75,7	6,3%	112,1	8,7%	48,2%
Royaume-Uni	94,4	7,9%	82,9	6,4%	-12,3%
Pays-Bas	33,8	2,8%	81,3	6,3%	140,7%
Allemagne	72,4	6,0%	80,6	6,3%	11,4%
Belgique	62,3	5,2%	53,8	4,2%	-13,6%
États-Unis (EUAN)	91,3	7,6%	48,0	3,7%	-47,5%
Chine	55,4	4,6%	45,4	3,5%	-18,1%
Tunisie	33,1	2,8%	30,9	2,4%	-6,7%
Espagne	30,4	2,5%	26,7	2,1%	-12,1%
Hong Kong	22,8	1,9%	19,5	1,5%	-14,4%
Bangladesh	11,7	1,0%	18,8	1,5%	60,6%
Irlande	30,4	2,5%	17,9	1,4%	-41,1%
Portugal	8,4	0,7%	14,6	1,1%	74,7%
Vietnam	10,5	0,9%	12,7	1,0%	20,9%
Japon	6,7	0,6%	9,3	0,7%	40,1%
République tchèque	7,2	0,6%	9,0	0,7%	25,4%
Turquie	6,9	0,6%	8,4	0,7%	21,2%
Brésil	13,7	1,1%	8,0	0,6%	-41,7%
Autriche	7,2	0,6%	6,6	0,5%	-7,5%
Autres	197,6	16,5%	301,2	23,4%	52,4%
Total	1 196,7	100%	1 287,2	100%	7,6%

Sources : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (France), IMSEE

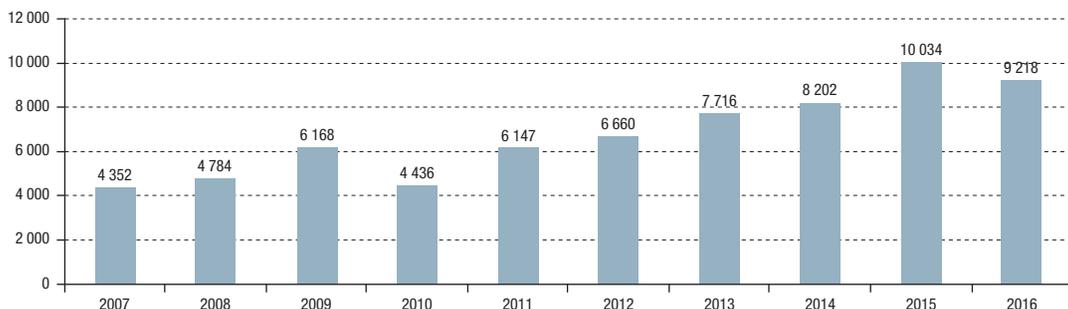
Unité : million d'euros

3.10.6. Convention de Washington – Espèces CITES

La Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction a pour objet de protéger les espèces sauvages d'une surexploitation commerciale responsable en partie du déclin de la biodiversité mondiale. Cette Convention, signée à Washington le 3 mars 1973, est plus connue par son acronyme CITES. La Principauté de Monaco est Partie à cette Convention depuis le 18 juillet 1978 (Convention rendue exécutoire à Monaco par l'Ordonnance Souveraine n° 6.292 du 23 juin 1978). La mise en oeuvre de ce dispositif repose entre autres sur la délivrance de permis CITES assurant la traçabilité et permettant le contrôle des transactions concernant ces espèces. En 2016, 183 pays appliquent la CITES.

Sur la période 2007-2016, la Direction de l'Environnement a délivré 67 717 documents CITES. Le graphique ci-après présente le nombre de permis émis chaque année pour cette période.

► Nombre de documents CITES émis



Source : Direction de l'Environnement